

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 221

28 janvier 2015

SOMMAIRE

| | | | |
|---|-------|--|-------|
| CBRE European Shopping Centre Fund II S.C.A SICAV-SIF | 10595 | Tilinvest S.A. | 10562 |
| Gelidol S.A. | 10587 | TKS Greifswalder Strasse S.à r.l. | 10566 |
| Gelidol S.A., SPF | 10587 | TMGE Investments S.A. | 10562 |
| Hospitality Services Luxembourg S.A. ... | 10583 | Togna S.A. | 10566 |
| Hummingbird S.A. | 10586 | Transac-Immo S.à.r.l. | 10564 |
| Ideal Standard International Equity S.A. | 10583 | Transports Marcel Lemaire S.à.r.l. | 10565 |
| Raysol Investments S.A. | 10568 | Travaux de Toitures Fritz Heirandt S.à r.l. | 10562 |
| Refina International S.A. | 10568 | TUI Travel Card Processing S.à r.l. | 10567 |
| Resmi SPF S.à r.l. | 10567 | TUI Travel Card Processing S.à r.l. | 10567 |
| Retail Investors S.A. | 10570 | Tzedakah Funds S.C.A. | 10563 |
| Riosal Investment S.A. | 10579 | U-Nify Mobility Solutions | 10566 |
| Rive Capital Holdings S.à r.l. | 10568 | U-Nify Mobility Solutions | 10563 |
| RM2 International S.A. | 10569 | U-Nify Mobility Solutions | 10563 |
| Romé S.A. | 10568 | Union Privée de Participation S.A. | 10564 |
| Rosenthal Holding S.à r.l. | 10569 | Universal Air Charter | 10563 |
| Roseville Invest S.A. | 10569 | Uzfruiz | 10567 |
| Rotyre S.à r.l. | 10569 | VDT Investment S.A. | 10608 |
| Sadina S.A. | 10572 | Vermietungsgesellschaft Objekt Kirchberg mbH | 10565 |
| Sebas S.A. | 10582 | V-International S.A. | 10564 |
| Securinvest S.à r.l. | 10582 | Vodafone Procurement Company S.à r.l. | 10564 |
| Sensei Management S.A. | 10580 | Vodafone Roaming Services S.à r.l. | 10608 |
| Taxi Alpha S.à r.l. | 10565 | Weidema Van Tol Holdings S.à r.l. | 10565 |
| Telefood S.à r.l. | 10583 | White Creations S.à r.l. | 10563 |
| Terrabon Participations S.A. | 10562 | | |
| Thomas Cook Belgium | 10562 | | |

Travaux de Toitures Fritz Heirandt S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-9537 Wiltz, rue Charles Lambert.

R.C.S. Luxembourg B 144.634.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014208653/10.

(140232126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Tilinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 113.827.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208640/10.

(140231914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Thomas Cook Belgium, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1611 Luxembourg, 47, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 69.653.

FERMETURE D'UNE SUCCURSALE*Extrait de la résolution du comité de direction de la maison mère du 25 novembre 2014*

Il est décidé de fermer la succursale sise au 47, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.
Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208639/11.

(140232603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

TMGE Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 123.173.

Les Comptes Annuels du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014208642/11.

(140232269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Terrabon Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 169.964.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24/12/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014208636/12.

(140232214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

U-Nify Mobility Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 146.242.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014208662/10.

(140232426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

U-Nify Mobility Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 146.242.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014208663/10.

(140232427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Universal Air Charter, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 34.700,00.

Siège social: L-8156 Bridel, 31, rue Lucien Wercollier.
R.C.S. Luxembourg B 16.694.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Pour la société

Référence de publication: 2014208667/11.

(140232371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

White Creations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 178.359.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour White Creations S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014208701/11.

(140232829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Tzedakah Funds S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 173.984.

Les statuts coordonnés au 02/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02/12/2014.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2014208659/12.

(140231969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

V-International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clemency, 14, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 142.588.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014208674/10.

(140232384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Transac-Immo S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3927 Mondercange, 58, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 51.534.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014208651/10.

(140232272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Vodafone Procurement Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 97.920.

En date du 4 décembre 2014, l'associé unique de Vodafone Procurement Company S.à r.l. a décidé:
- De terminer le mandat de M. Olivier Hamou, avec adresse au 23, rue Jean Antoine Zinnen, L-3286 Bettembourg, en tant que gérant de la société avec effet au 5 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208684/13.

(140232854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Union Privée de Participation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 43.040.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 19 décembre 2014

1. Le mandat d'administrateur de Monsieur Luc HANSEN n'est pas renouvelé.
2. Sont nommés administrateurs, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:
 - Monsieur Christophe SEEFELD, consultant indépendant, demeurant professionnellement au Hamarain Centre, Gate 7, 3rd Floor P.O. Box 95426, Dubai U.A.E;
 - Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg.
 - Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- MONTBRUN REVISION S.à r.l., 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg.
Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208669/21.

(140231895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Taxi Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3522 Dudelange, 13, rue Emile Mayrisch.
R.C.S. Luxembourg B 99.041.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208633/9.

(140233316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Weidema Van Tol Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.
R.C.S. Luxembourg B 106.576.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208708/11.

(140233261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Transports Marcel Lemaire S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9942 Basbellain, 22, Beeslékerweeg.
R.C.S. Luxembourg B 120.592.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Basbellain, le 24 décembre 2014.

Fiduciaire SMGR Steuerberatungs-und Treuhandgesellschaft P.G.m.b.H.

Signature

Référence de publication: 2014208652/12.

(140232360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Vermietungsgesellschaft Objekt Kirchberg mbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 17.574.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 19 décembre 2014

- Les démissions de Matthias Roth, Birte Becker, Jean-Marie Schockmel et Jean-Claude Lucius de leurs mandats de gérants sont acceptées avec effet au 19 décembre 2014.

- Sont nommés comme nouveaux gérants, pour une durée indéterminée, avec effet au 19 décembre 2014, les personnes suivantes:

* Monsieur Jean-Louis Camuzat, employé, né à Fontenay-aux-Roses (F) le 1^{er} septembre 1963, résidant professionnellement à 21, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;

* Madame Sylvie REISEN, employée, née à Steinfort (L) le 1^{er} novembre 1965, résidant professionnellement à 21, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;

* Madame Nadine Pereira, employée, née à Longwy (F) le 27 septembre 1962, demeurant professionnellement à 21, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Certifié sincère et conforme

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014208677/22.

(140233235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

U-Nify Mobility Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 146.242.

Les comptes annuels complémentaires au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Document faisant l'objet du complément:

Référence: L100102814

Date: 13/07/2010

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014208661/14.

(140232425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Togna S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 115.016.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 19 décembre 2014 que:

L'assemblée a décidé de nommer en qualité de dépositaire professionnel en charge de la tenue du registre des actions:

- Monsieur PHONG Daniel, juriconsulte, né le 5 juin 1970 à Vientiane (LAOS), demeurant professionnellement à L-1143 Luxembourg, 2 rue Astrid,

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014208643/16.

(140232837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

TKS Greifswalder Strasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 166.421.

suivant le contrat de cession de parts du 5 décembre 2014

Ancienne situation associées:

EPPi EUROPEAN PRIME PROJECT INVESTING LTD: 50 actions

TKS Holding S.à r.l.: 50 actions

Nouvelle situation associé:

M. Pascal Robinet, né le 21 mai 1950 à Charleville-Mézières (France), demeurant à 6, Place de Nancy, L-2212 Luxembourg: 100 actions

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 5 décembre 2014

1. Messieurs Frank Pletsch et Gérard Birchen ont démissionné de leur mandat de gérant.
2. Madame Marie-Jeanne Rasqui a démissionné de son mandat de gérante.
3. M. Pascal Robinet, administrateur de sociétés, né le 21 mai 1950 à Charleville-Mézières (France), demeurant à 6, Place de Nancy, L-2212 Luxembourg, a été nommé comme gérant unique pour une durée indéterminée.
4. Le nombre de gérants a été réduit de 3 (trois) à 1 (un).

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour TKS Greifswalder Strasse S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014208641/24.

(140232072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

TUI Travel Card Processing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 176.146.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208655/10.

(140232003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

TUI Travel Card Processing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 176.146.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208656/10.

(140232739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Uzfruiz, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.
R.C.S. Luxembourg B 163.328.

Il résulte de la résolution prise par l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Associée Unique en date du 31 octobre 2014 que le siège social de la société est transféré, avec effet au 1^{er} novembre 2014, vers L-7257 Walferdange, 2 Millewee.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Pour la société

Sonia Garcia

Associée & Gérant Technique

Référence de publication: 2014208668/14.

(140232382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Resmi SPF S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 88.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 170.893.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Les associés ont décidé de prononcer la clôture de la liquidation de la Société lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 29 décembre 2014.

L'Assemblée a décidé que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante:

46A, Avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Grand-Duché du Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RESMI SPF S.à r.l.

FIDES (Luxembourg) S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2014209583/20.

(140234808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Raysol Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 83.589.

Les comptes annuels au 31/08/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014209572/10.

(140234132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Rive Capital Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 184.760.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 29 décembre 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014209567/11.

(140233478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Refina International S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 12.786.

Extrait du 29 décembre 2014

Monsieur Guy BAUMANN, Administrateur de la société REFINA INTERNATIONAL S.A., s'est démis de ses fonctions avec effet au 29 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Pour: REFINA INTERNATIONAL S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014209577/16.

(140233642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Rom6 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 119.545.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue le 31 décembre 2013 à 14 heures, que la liquidation de la société décidée en date du 23 décembre 2013 a été clôturée; et que la société Rom6 S.A., a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 27/10/2014.

Pour: Rom6 S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014209568/17.

(140233714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Rotyre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4024 Esch-sur-Alzette, 2, rue de Belval.
R.C.S. Luxembourg B 166.454.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209570/9.

(140233672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

RM2 International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 132.740.

EXTRAIT

Nous vous prions de bien vouloir noter que M. Jean-François Pierre BLOUVAC, administrateur et administrateur-délégué de la société réside désormais à CH-1005 Lausanne, 19, Avenue Charles-Secrétan (Suisse).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209589/11.

(140233620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Roseville Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 109.502.

Extrait du 29 décembre 2014

Monsieur Guy BAUMANN, Administrateur de la société ROSEVILLE INVEST S.A., s'est démis de ses fonctions avec effet au 29 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Pour: ROSEVILLE INVEST S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014209599/16.

(140233640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Rosenthal Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 88.950.

Il résulte d'une lettre de démission datée du 29 décembre 2014 que Monsieur Philippe PONSARD a démissionné de son mandat de gérant d'Administration de la société ROSENTHAL HOLDING S.à r.l., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 88 950, avec effet immédiat.

Il résulte d'une lettre de démission datée du 29 décembre 2014 que Monsieur Pierre LENTZ a démissionné de son mandat de gérant d'Administration de la société ROSENTHAL HOLDING S.à r.l., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 88 950, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

CF Corporate Services

Société Anonyme

2, avenue Charles de Gaulle

L - 1653 Luxembourg

Référence de publication: 2014209597/18.

(140233774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Retail Investors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 69.563.

L'an deux mille quatorze, le seize décembre.

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "RETAIL INVESTORS S.A.", une société anonyme ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 9b, boulevard Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B numéro 69.563, constituée suivant acte reçu le 23 avril 1999, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 515 du 7 juillet 1999.

L'assemblée est présidée par Madame Rachel UHL, juriste, demeurant à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Fons MANGEN, Expert-Comptable, demeurant à Ettelbrück.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les cent trente-sept mille trois cent soixante-cinq (137.365) actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 10.- (dix euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de EUR 1.373.650.- (un million trois cent soixante-treize mille six cent cinquante euros) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Abandon de la version anglaise des statuts qui seront désormais rédigés uniquement en langue française.

2.- Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de EUR 7.756.300.- (sept millions sept cent cinquante-six mille trois cents euros), pour le porter de son montant actuel de EUR 1.373.650.- (un million trois cent soixante-treize mille six cent cinquante euros) à EUR 9.129.950.- (neuf millions cent vingt-neuf mille neuf cent cinquante euros), par l'émission de 775.630 (sept cent soixante-quinze mille six cent trente) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 10.- (dix euros) chacune.

3.- Souscriptions, intervention des souscripteurs et libération de toutes les actions par un apport en nature de 6.666 actions, soit 66,66% du capital social de la société EDGAR S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 9b, boulevard Prince Henri, R.C.S. B 126.895.

4.- Réduction du capital social d'un montant de EUR 6.148.000.- (six millions cent quarante-huit mille euros), pour le ramener de son montant actuel de EUR 9.129.950.- (neuf millions cent vingt-neuf mille neuf cent cinquante euros) à EUR 2.981.950.- (deux millions neuf cent quatre-vingt-un mille neuf cent cinquante euros), par annulation de 614.800 (six cent quatorze mille huit cents) actions d'une valeur nominale de EUR 10.- (dix euros) chacune, afin d'apurer les pertes accumulées à due concurrence.

5.- Suppression du capital autorisé et de toute référence y afférente dans les statuts.

6.- Modification afférente de l'article 5 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par les actionnaires, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution:

L'assemblée décide d'abandonner la version anglaise des statuts qui seront désormais rédigés uniquement en langue française.

Deuxième résolution:

L'assemblée d'augmenter le capital social souscrit à concurrence d'un montant de EUR 7.756.300.- (sept millions sept cent cinquante-six mille trois cents euros), pour le porter de son montant actuel de EUR 1.373.650.- (un million trois cent soixante-treize mille six cent cinquante euros) à EUR 9.129.950.- (neuf millions cent vingt-neuf mille neuf cent cinquante euros), par l'émission de 775.630 (sept cent soixante-quinze mille six cent trente) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 10.- (dix euros) chacune, à souscrire par les actionnaires majoritaires, par apport en nature de 6.666 (six mille six cent soixante-six) actions, soit 66,66% du capital social de la société EDGAR S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 9B, Boulevard Prince Henri, R.C.S. B 126.895.

Troisième résolution:

L'assemblée décide d'admettre la souscription des 775.630 (sept cent soixante-quinze mille six cent trente) nouvelles actions:

- Monsieur Benoit Duplat, demeurant au 178, avenue Blücher, B-1180 Bruxelles, pour 387.815 (trois cent quatre-vingt-sept mille huit cent quinze) actions nouvelles.

- Monsieur Alexandre Carpentier de Changy, demeurant au 98, avenue Kamerdelle, B-1180 Bruxelles, pour 387.815 (trois cent quatre-vingt-sept mille huit cent quinze) actions nouvelles.

Cet apport étant réalisé en nature, la mise en oeuvre du droit préférentiel de souscription prescrit par la loi en faveur des actionnaires existants en cas d'émission d'actions nouvelles n'est pas d'application

Intervention de l'apporteur - Souscription - Libération

Interviennent ensuite aux présentes les souscripteurs prédésignés Monsieur Benoit Duplat et Monsieur Alexandre Carpentier de Changy, ici représentés par Monsieur Fons Mangen, prénommé, en vertu des procurations dont mention ci-avant;

lesquels ont déclaré souscrire les 775.630 (sept cent soixante-quinze mille six cent trente) actions nouvelles et les libérer intégralement par des apports en nature ci-après décrits:

A) Monsieur Benoit Duplat souscrit 387.815 (trois cent quatre-vingt-sept mille huit cent quinze) actions et les libère par un apport en nature consistant en 3.333 (trois mille trois cent trente-trois) actions de la société EDGAR S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 9B, Boulevard Prince Henri, R.C.S. B 126.895, cet apport étant évalué à EUR 3.878.150.- (trois millions huit cent soixante-dix-huit mille cent cinquante euros).

B) Monsieur Alexandre Carpentier de Changy souscrit 387.815 (trois cent quatre-vingt-sept mille huit cent quinze) actions et les libère par un apport en nature consistant en 3.333 (trois mille trois cent trente-trois) actions de la société EDGAR S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 9B, Boulevard Prince Henri, R.C.S. B 126.895, cet apport étant évalué à EUR 3.878.150.- (trois millions huit cent soixante-dix-huit mille cent cinquante euros).

Il résulte des procurations émises par les apporteurs, que:

- ils sont les seuls plein propriétaires de ces actions et possèdent les pouvoirs d'en disposer, celles-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles;

- il n'existe aucun droit de préemption ou d'autre droits en vertu desquels une personne pourrait avoir le droit d'en acquérir une ou plusieurs;

- les transferts de parts sont effectivement réalisés sans réserves aujourd'hui et les conventions de cessions ont été déjà signées, preuve en ayant été apportée au notaire soussigné;

- toutes autres formalités seront réalisées aux fins d'effectuer les cession et de les rendre effectives partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Rapport du Réviseur d'Entreprises:

Conformément à l'article 32-1 de la loi sur les sociétés commerciales, cet apport en nature a fait l'objet d'une vérification par FIDEWA-CLAR, Réviseur d'Entreprises indépendant, représenté par Monsieur Raphael LOSCHETTER et Horst SCHNEIDER, et son rapport daté du 16 décembre 2014 conclut comme suit:

Conclusion:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'Apport autre qu'en numéraire d'un montant de EUR 7.756 300,00 ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des 775 630 nouvelles actions de RETAIL INVESTORS S.A. d'une valeur nominale de EUR 10, chacune, à émettre en contrepartie.»

Ce rapport restera ci-annexé, signé ne varietur par les comparants.

Quatrième résolution:

L'assemblée décide de réduire le capital social d'un montant de EUR 6.148.000.- (six millions cent quarante-huit mille euros), pour le ramener de son montant actuel de EUR 9.129.950.- (neuf millions cent vingt-neuf mille neuf cent cinquante euros) à EUR 2.981.950.- (deux millions neuf cent quatre-vingt-un mille neuf cent cinquante euros), par annulation de 614.800 (six cent quatorze mille huit cents) actions d'une valeur nominale de EUR 10.- (dix euros) chacune, afin d'apurer les pertes accumulées à due concurrence.

Cinquième résolution:

L'assemblée décide de supprimer le capital autorisé et toute référence y afférente dans les statuts.

Sixième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à EUR 2.981.950.- (deux millions neuf cent quatre-vingt-un mille neuf cent cinquante euros), divisé en 298.195 (deux cent quatre-vingt-dix-huit mille cent quatre-vingt-quinze) actions d'une valeur nominale EUR 10.- (dix euros) chacune, entièrement libérées."

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital au droit fixe d'enregistrement, s'élève à quatre mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. Uhl, F. Mangen et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 décembre 2014. Relation: LAC/2014/61221. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209586/126.

(140233612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Sadina S.A., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 100.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 193.152.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of the month of December,

Before Us Me Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

THERE APPEARED:

Hunton Ltd, a limited company governed by the laws of the Malta, having its registered office at 4, V. Dimech Street, Floriana, Malta, registered under registration number C61530 ("Hunton Ltd");

here represented by Mr. Pierre Crasquin, employé privé, having his professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy established on October 6th 2014

A copy of such power of attorney, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to state that:

- Sadina S.A. is a company duly incorporated since the September 9, 1992, in Switzerland with registered office Baarerstrasse 11, 6304 Zug, Switzerland.

- The share capital of Sadina S.A amounts to one hundred thousand CHF (CHF 100,000.-) and is represented by one hundred (100) shares with a nominal value of one thousand CHF (CHF 1,000.-) each.

- Hunton Ltd, pre named, is the sole owner of all the one hundred (100) shares.

- The effective place of management and the central administration of the Company are located at the same address as the registered office of the Company. So that, the transfer of the registered office means also the transfer of the main place of the effective place of management and the central administration of the Company.

- Further to the resolutions of the sole shareholder as of April, 11 2014 resolving the migration of Sadina S.A. to Luxembourg, the registered office of Sadina S.A. is hereby transferred from Baarerstarsse 11, 6304 Zug, Switzerland, to 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg Luxembourg, as of this day and the Company adopts the Luxembourg nationality, as of the same day and the Company shall operate under the name of "Sadina S.A".

- Such transfer does not operate any dissolution or change in the legal person of the Company.

- None of the Company Shares is subject to any encumbrance, right in rem, collateralization, or mortgage whatsoever, or third party claim.

- The sole shareholder resolves that the Company will adopt the form of a joint stock (société anonyme).

- The corporate capital of the Company will be set at the amount of one hundred thousand CHF (CHF 100,000.-) with a legal reserve amounting to two thousand eight hundred CHF (CHF 2,800.-) and accumulated gain of the amount of nineteen thousand nine hundred seventy-four point seventy-nine CHF (CHF 19,974.79.-).

- Based on the provisions of article 3 quinquies of the law of the 10th August, 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the “Law”), the Sole Shareholder decides not to issue an auditor report, in favour of a report to be issued by the board of directors of the Company in accordance with the provisions of article 3 quinquies of the Law, which report will be published in the Mémorial C, within one month of the present deed and the undersigned notary will receive a copy for information at the same time. Remains attached to the present the interim accounts dated 30 September 2014.

- The sole shareholder resolved to appoint the following persons as directors of the Company with the authority as detailed in article 8 of the articles of association of the Company:

* Mr. Murat Ulker, having his residency at Merkez Kandilli Mah. Vanikoy SK. 90 No: 0K:D:2 Uskudar, Istanbul, Turkey, as Class A director

* Mr. Manfred Zisselsberger, having his residency at Résidence Trois Glands 39, rue Jules Wilhelm, L-2728 Weimershof - Luxembourg, as class B director

* Mr. Daniel Boone, having his residency at 66, Boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg, as Class B director.

The mandate of the directors shall expire immediately after the annual general meeting approving the annual accounts of the financial year ending on the 31st December 2014.

- The sole shareholder resolved to appoint as statutory auditor:

The public limited liability named EURAUDIT CONSULT S.A., having its registered address at 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, registered with the R.C.S Luxembourg number B 153.612.

The mandate of the statutory auditor shall expire immediately after the annual general meeting approving the annual accounts of the financial year ending on the 31st December 2014.

- The sole shareholder resolved to restate the articles of association of the Company in order to comply with the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, and in particular the Law.

These shall henceforth have the following wordings:

Chapter I. Corporate name - Form - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Corporate name - Form.

1. The Company is a joint stock company (société anonyme), which will be governed by the act of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the “Companies’ Act”) and by the present articles of association (the “Articles”).

2. The Company will exist under the corporate denomination of “Sadina S.A”.

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 3. Purpose.

1. The Company’s object is to acquire and hold participating interests in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign, commercial, industrial or financial entities, by way of, among others, the subscription or acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way, or financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of such participating interests.

2. The Company may borrow in any form and may proceed to the issuance of bonds, which may be convertible and also to the issuance of debentures or guarantees whatsoever. The Company may grant any assistance, advance or guarantee to the companies in which it has a direct or indirect participating interest, or to the companies being part of the same group of companies as the Company. It may also obtain assistance and advice from third parties, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes. The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate, movable or intellectual property. Moreover, the Company may proceed to the acquisition and development of patents, licenses, and any form of intellectual property. The Company is a corporate taxpayer subject to common tax law.

3. The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, convertible bonds and debentures. The Company may grant any assistance, advance or guarantee to the companies in which it has a direct or indirect participating interest, or to the companies being part of the same group of companies as the Company.

4. The Company may create subsidiaries. The Company may also execute all the operations directly or indirectly related to the shareholding, under any form whatsoever, in any company, business or entity, as well as the management, organization, control and development of such shareholdings, and the execution of joint ventures of the contractual type or aimed at the Company of a joint company. The Company may act among others as unlimited or limited shareholder in any Luxembourg or foreign partnership.

5. The Company may further perform any transactions that it considers useful in achieving or developing its corporate purpose, in the broadest meaning of the Law and in accordance with the investment restrictions which may be set forth in these Articles.

Art. 4. Registered office.

1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.
2. Subsidiaries or branch offices may be created, by decision of the management board of the Company, either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad.
3. In the event that the Board of Directors is of the opinion that extraordinary political, economic, or social events that could compromise the normal business of the registered office, or the ease of communication from abroad with this office, or from the registered office with foreign countries, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer, pursuant to a decision of its board of directors, the registered office abroad until after the complete cessation of the abnormal circumstances; this provision will not affect the nationality of the Company which, notwithstanding this temporary transfer of registered office, shall remain a Luxembourg company.

Chapter II. Capital - Shares

Art. 5. Share capital - Authorized share capital.

1. The share capital of the Company is established at CHF 100,000.-, represented by 100 ordinary shares (the "Ordinary Shares") of a par value of CHF 1,000.- each.
2. The shares are freely transferable, subject to the restrictions set forth in the Articles and by Law.
3. The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, repurchase its own shares.
4. The shares of the Company shall be issued in registered form.
5. A share register will be kept at the registered office of the Company.
6. The shares entitle their holders to participate equally in the profits and liquidation proceeds. The shares, which must be fully paid upon issue, carry no preferential or pre-emptive rights and each share is entitled to one vote at all meetings of shareholders.

Chapter III. General meeting of shareholders

Art. 6. General.

1. The properly constituted general Shareholders' meeting of the Company (the "General Meeting") represents all shareholders of the Company. It has the broadest powers to order, make or ratify all actions related to the operations of the Company.
2. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.
3. The Board of Directors or the auditor(s) may convene a General Meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing ten percent of the Company's share capital.
4. Each share entitles its holder to one vote.
5. If the Company has only one shareholder, it exercises all the powers of the General Meeting.

Art. 7. Statutory General Meeting.

1. The annual General Meeting will be held in accordance with the Companies' Act, at the registered office of the Company or at any other address in Luxembourg specified in the meeting notice.
2. The General Meeting will be held on the 30th June of each year at 11:00 a.m. CET or, if any such day is not a bank business day in Luxembourg, on the next following bank business day. The General Meeting may be held outside Luxembourg if the General Managing Partner determines that exceptional circumstances so require.
3. All other General Meetings shall be held at the time and venues specified in the meeting notice.

Chapter IV. Board of Directors

The company is administered by a board of directors composed of at least three members shareholders or not, or one member in case the Company has a sole shareholder. The directors are appointed for a term of office that may not exceed six years. They may be re-elected and can be dismissed at any time.

In the event of a vacancy for a position of director, the remaining directors are entitled to step in provisionally; in this case the next general meeting must proceed with a definitive election.

The Board of Directors has the powers to carry out all necessary or useful acts to accomplish the company's object; all that is not reserved for the General Meeting by the law or these statutes falls within its competence.

The Board of Directors chooses a chairman from within its members. In the event of the absence of the chairman, the meeting may be chaired by another director present.

The Board of Directors meets at the call of the chairman as often as required for the interests of the company. A meeting must be called whenever two directors request one.

The Board of Directors can only validly deliberate if a majority of its active members is present or represented; instructions between directors, which can be given in writing, by telegram, telex or fax, are allowed.

In an emergency, the directors can cast their vote in writing, by telegram, telex or fax.

The decisions of the Board of Directors are taken by a majority of votes; in the event of a split vote the person chairing the meeting shall have the casting vote.

The Board may delegate all or part of its powers for day-to-day management, as well as representation of the company relating to such management, to one or more managers, directors, administrators or other agents, shareholders or otherwise.

Delegation to a member of the Board of Directors is subject to the prior authorisation of the General Meeting.

Decisions of the Board are validly taken by the approval of at least two directors of the Company. In the event however the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed different classes of directors, any resolutions of the Board may only be validly taken if they are approved by at least two directors, including at least one director of each class.

Dealing with third parties the Company is validly binded by the joint signature of 2 directors and if there are classes of Directors it has to be the signature of one A Director and one B Director.

Chapter V. Statutory auditor(s)

Art. 8.

1. The Company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the General Meeting, which determines their number and their remuneration.

2. The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the General Meeting for a period not exceeding six years, they may be reelected and may be dismissed at any time.

Chapter VI. Financial year - Annual accounts - Dividends

Art. 9. Financial year. The Company's accounting year shall begin on 1st January and ends on 31st December in each year.

Art. 10. Legal reserve - Advances on dividends.

1. At least five percent of the net profit for the financial year has to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the subscribed capital. The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

2. Advances on dividends may be paid by the Board of Directors in compliance with the legal requirements.

Chapter VII. Dissolution and Liquidation

Art. 11. Liquidation of the Company. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the General Meeting affecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Chapter VIII. General provisions

Art. 12. Amendments. The Articles may be amended from time to time as necessary, with the approval of the General Meeting and in accordance with conditions for quorum and voting required by the Companies' Act.

Art. 13. Governing law. All matters not specifically governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies' Act.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated to be approximately EUR 2000.

Declaration

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the above appearing proxy holder, the present deed is in French followed by an English version. In case of divergence between the English and the French text, the French text will prevail.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said proxy holder signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française

L'an deux mille quatorze, le dix décembre

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Hunton Ltd., une société à responsabilité limitée régie par le droit maltais, ayant son siège social à 4, V. Dimech Street, Floriana, Malte, enregistrée a sous le numéro d'immatriculation C61530 («Hunton Ltd»);

Telle que représentée par Pierre Crasquin, Employé Privé, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration à lui donnée le 6 octobre 2014

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

La partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte qui suit:

- Sadina S.A. est une société dûment constituée depuis le 30 septembre 1992 en Suisse, ayant son siège social au Baarerstrasse 11, 6304 Zug, Suisse.

- Le capital social de Sadina S.A. est fixé à cent mille francs suisses (CHF 100.000,-) représenté par cent (100) actions ayant une valeur nominale de mille francs suisses (CHF 1.000,-) chacune.

- Hunton Ltd, prénommé, est l'unique détenteur des cent (100) actions.

- Le siège de direction effective et l'administration centrale de la Société sont situés à la même adresse que le siège social de la Société. Ainsi, le transfert du siège social de la Société signifie aussi le transfert du siège de direction effective et de l'administration centrale de la Société.

- Suite aux résolutions de l'associé unique en date du 11 avril 2014, décidant la migration de Sadina S.A. à Luxembourg, le siège social de Sadina S.A. est ainsi transférée de Baarerstrasse 11, 6304 Zug, Suisse au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en date de ce jour et la Société adopte la nationalité luxembourgeoise le même jour et la Société agira sous le nom de«Sadina S.A.».

- Une telle migration n'entraîne aucune dissolution ni modification au niveau de la personne morale de la Société.

- Aucune des actions de la Société ne fait l'objet d'une quelconque sûreté, d'un droit réel, ou de quelque garantie que ce soit,

- L'associé unique décide que la Société adoptera la forme d'une société anonyme.

- Le capital social de la Société est fixé à cent mille francs suisses (CHF 100.000,-) avec une réserve légale de deux mille huit cent francs suisses (CHF 2.800,-) et l'affectation du montant de dix-neuf mille neuf cent soixante-quatorze francs suisses et soixante-dix-neuf centimes (CHF 19.974,79) en report à nouveau.

- En application des dispositions de l'article 26-1 3 quinquies de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après «la Loi»), l'associé unique décide de ne pas produire de rapport de réviseur, auquel se substituera un rapport émis par le conseil d'administration de la société, conformément aux dispositions du susdit article 26-1 (3 quinquies), lequel rapport sera publié par le Conseil d'Administration dans le mois qui suit le présent acte et le notaire instrumentaire recevra également une copie de ce rapport pour son dossier. Reste également annexé au présent acte une situation intérimaire au septembre 2014.

- L'associé unique décide de nommer administrateurs de la Société les personnes suivantes, avec les pouvoirs détaillés à l'article 8 des statuts de la Société:

* Monsieur Murat Ulker, résidant à Merkez Kandilli Mah. Vanikoy SK. 90 No: 0K:D:2 Uskudar, Istanbul, Turquie, en tant qu'administrateur de classe A

* Monsieur Manfred Zisselsberger, résident à la Résidence Trois Glands 39, rue Jules Wilhelm, L-2728 Weimershof - Luxembourg, en tant qu'administrateur de classe B

* Monsieur Daniel Boone, résidant au 66, Boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg, en tant qu'administrateur de classe B.

Le mandat des administrateurs expire immédiatement après l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels de l'exercice se terminant le 31 décembre 2014.

- L'associé unique décide de nommer comme commissaire aux comptes:

La société anonyme EURAUDIT CONSULT S.A., avec siège social au 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. sous le numéro B 153.612.

Le mandat du commissaire expire immédiatement après l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels de l'exercice se terminant le 31 décembre 2014.

- L'associé unique a résolu de refondre les statuts de la Société dans le but de se conformer aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier à la Loi.

Première résolution

L'Associé Unique décide de refondre intégralement les statuts de la Société, lesquels auront dès lors la teneur suivante:

Chapitre I^{er} . Dénomination sociale - Forme - Durée - Objet social - Siège

Art. 1^{er} . Dénomination sociale - Forme.

1. La Société est une société anonyme, qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (“LSC”) et par les présents statuts (les “Statuts”).
2. La Société existera sous la dénomination sociale «Sadina S.A».

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Objet social.

1. L’objet de la Société est d’acquérir et détenir des participations sous toutes formes envisageables, dans des entités, luxembourgeoises ou étrangères, commerciales, industrielles, ou financières, moyennant, entre autres, la souscription et l’acquisition de tous titres et droits sous forme de souscription, de prise ferme ou d’option, de négociation ou sous toute autre forme généralement quelconque, ou sous forme d’instruments financiers et de dette sous toute forme généralement quelconque, et d’administrer, développer et gérer ces détentions.

2. La Société peut emprunter sous toute forme généralement quelconque et peut procéder à l’émission de titres obligataires, éventuellement convertibles, et de garanties ou sûretés quelles qu’elles soient. Elle peut également fournir assistance à ses sociétés dans lesquelles elle a des participations directes ou indirectes, ou à des sociétés faisant partie du même groupe de sociétés qu’elle. Elle peut obtenir l’assistance et le conseil de tiers, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et entreprendre toutes actions qu’elle juge utile en vue de la réalisation de ses objectifs. La Société peut également entreprendre toutes activités commerciales, industrielles, ou financières, ainsi que toutes transactions en matière immobilière, mobilière, ou en propriété intellectuelle. La Société peut en outre procéder à l’acquisition et au développement de brevets, licences et de toute autre forme de propriété intellectuelle. La Société est une entité soumise au droit fiscal général.

3. La Société peut créer des filiales. La Société peut aussi exécuter toutes opérations directement ou indirectement rattachées à la participation, sous toute forme généralement quelconque, dans toute société, fonds de commerce, ou entité, ainsi que tous actes de gestion, d’organisation, de contrôle et de développement de ces participations et conclure des contrats d’association de nature contractuelle ou en vue de constituer une société en participation. La Société peut agir, entre autres, comme actionnaire commanditaire ou commandité dans toute société en commandite luxembourgeoise ou étrangère.

4. La Société peut faire toutes opérations qu’elle considère comme étant utile pour la réalisation ou le développement de son objet social, entendu de la manière la plus large en vertu de la LSC et sous réserve des restrictions éventuelles continues dans ces Statuts.

Art. 4. Siège social.

1. Le siège social de la Société est sis à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
2. Des filiales ou des succursales peuvent être constituées, par décision du directoire de la Société, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l’étranger.
3. Dans l’hypothèse où le Conseil d’Administration de la Société estime que la situation politique, économique ou sociale pourrait compromettre l’activité normale du siège social, ou les moyens de communication avec ce siège social depuis ou vers l’étranger, que de tels événements aient eu lieu ou soient imminents, il peut transférer momentanément, en vertu d’une décision du directoire, le siège social à l’étranger jusqu’à la cessation complète de tels événements anormaux. Cette mesure n’affectera pas la nationalité de la Société, qui, nonobstant ce transfert temporaire de son siège social statutaire, demeurera une société de droit luxembourgeois.

Chapitre II. Capital - Actions

Art. 5. Capital.

1. Le capital de la Société est fixé à 100.000,- CHF, représenté par 100 actions ordinaires (les “Actions”) d’une valeur nominale de 1.000,-CHF chacune.
2. Les Actions sont librement cessibles, sous réserve de ce qui prévu par la LSC et les présents Statuts.
3. La Société peut, sous réserve de ce qui prévu par la LSC, racheter ses propres actions.
4. Les Actions de la Société sont sous forme nominative.
5. Un registre d’actionnaires sera tenu au siège de la Société.
6. Les Actions conféreront à leurs propriétaires le droit de participer de manière égalitaire aux bénéfices et au boni de liquidation. Les Actions donnent droit à une action chacune à l’occasion des assemblées générales d’actionnaires.

Chapitre III. Assemblées générales d’actionnaires

Art. 6. Généralités.

1. L’assemblée générale des actionnaires de la Société (l’“Assemblée Générale”) représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider, faire ou ratifier toutes actions relatives aux opérations de la Société.

2. Les convocations seront faites dans la forme et les délais légaux.

3. Le Conseil d'Administration et les commissaires aux comptes pourront convoquer une Assemblée Générale. Elle doit également être convoquée à la demande écrite d'actionnaires représentant dix pour cent du capital social de la Société.

4. Chaque action confère à son propriétaire un droit de vote.

5. Si la Société a un seul actionnaire, celui-ci exerce toutes les prérogatives de l'Assemblée Générale.

Art. 7. Assemblée générale annuelle.

1. L'Assemblée Générale annuelle sera tenue conformément à la LSC, au siège social de la Société ou en tout autre lieu tel que précisé dans la convocation.

2. L'Assemblée Générale annuelle sera tenue le 30 juin de chaque année à 11 heures du matin CET ou, si ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, le jour ouvrable suivant. L'Assemblée Générale annuelle peut être tenue hors du Luxembourg si des circonstances exceptionnelles l'exigent.

6. Toutes les autres Assemblées Générales seront tenues au moment et à l'endroit prévus par la convocation.

Chapitre IV. Conseil d'Administration

La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, ou d'un seul membre si la Société a un actionnaire unique. Les administrateurs sont nommés une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et révocables à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président. En cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres en fonction est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

Les décisions du Conseil de d'Administration sont valablement prises par un vote favorable pris à la majorité de deux administrateurs de la Société. Cependant, au cas où l'actionnaire unique ou l'assemblée générale des actionnaires aurait nommé différentes classes d'administrateurs, toute résolution du Conseil de d'Administration ne pourra être valablement prise que si elle est approuvée par au moins deux administrateurs, y inclus au moins un administrateur de chaque classe.

Vis-à-vis des tiers la société est valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs et s'il y a des classes d'administrateurs, il faut la signature conjointe d'un administrateur de classe A et un administrateur de classe B.

Chapitre V. Commissaire(s) aux comptes

Art. 8.

1. La Société est contrôlée par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, actionnaires ou non, nommés par l'Assemblée Générale, qui détermine leur nombre et leur rémunération.

2. La durée du mandat des commissaire(s) aux comptes est fixée par l'Assemblée Générale pour une durée n'excédant pas six (6) ans, rééligibles et toujours révocables.

Chapitre VI. Exercice social - Comptes annuels - Dividendes

Art. 9. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année.

Art. 10. Réserve légale - Acomptes sur dividendes.

1. Au moins cinq pour cent du bénéfice net de l'exercice doit être affecté au compte de réserve légale. Cette affectation cessera d'être requise quand le compte de réserve légale atteint dix pour cent du capital souscrit. La différence du bénéfice net sera à la libre disposition de l'Assemblée Générale.

2. Des acomptes sur dividendes pourront être déclarés par le Conseil d'Administration en conformité avec les exigences légales.

Chapitre VII. Dissolution et liquidation

Art. 11. Liquidation de la Société. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera menée par un ou plusieurs liquidateurs (qui pourront être des personnes physiques ou morales) nommées par l'Assemblée Générale statuant sur la dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations.

Chapitre VIII. Dispositions générales

Art. 12. Modification des statuts. Les Statuts peuvent être l'objet de modifications pour autant et aussi souvent que requis, par approbation de l'Assemblée Générale aux conditions de quorum et de majorité requises par la LSC.

Art. 13. Loi applicable. Toutes les matières non autrement réglées par les Statuts seront régies en conformité avec la LSC.

Estimation des frais

Les dépens, frais et charges sous toute forme, lesquels seront supportés par la Société par suite des présentes, sont estimés à approximativement EUR 2000.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version en langue française et, en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite par le mandataire de la partie comparante, connu par le notaire par son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec nous, notaire, les présentes minutes.

La version française qui précède est suivie d'une traduction en langue anglaise

Signé: P. Crasquin et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 19 décembre 2014. Relation: LAC/2014/61588. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209607/387.

(140234228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Riosal Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 67.610.

Suite à la démission de la Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie Sàrl de son poste de Commissaire aux Comptes en date du 29/12/2014, avec effet au 01/01/2014, il y a lieu de rayer son inscription auprès du RCS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

RIOSAL INVESTMENT S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014208492/15.

(140233001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Sensei Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 193.133.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le neuf décembre.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

- La société A.T.T.C. Management S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.363,

représentée par son gérant unique, la société A.T.T.C. (Advisors in Trust and Tax Consultants) SA, elle-même représentée par un de ses administrateurs-délégué, Monsieur Nico PATTEET, demeurant professionnellement à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, habilité à engager la société par sa seule signature en vertu de l'article 5 de ses statuts.

- La société A.T.T.C. SERVICES S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.364,

représentée par son gérant unique, la société A.T.T.C. (Advisors in Trust and Tax Consultants) SA, elle-même représentée par un de ses administrateurs-délégué, Monsieur Nico PATTEET, demeurant professionnellement à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, habilité à engager la société par sa seule signature en vertu de l'article 5 de ses statuts.

Lesquelles comparantes, représentées comme il est dit ci-dessus, ont requis le notaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparantes et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: "Sensei Management S.A."

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour. Elle peut être dissoute anticipativement par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

Art. 3. Le siège de la société est établi dans la commune de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, la gestion et la mise en valeur de ces participations, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, la participation à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter la réalisation ou l'extension, sans pouvoir entraîner cependant la modification essentielle de celui-ci.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à un million deux cents mille euros (EUR 1.200.000,-) représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Toutes les actions sont, au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. Elle peut être administrée par un administrateur unique dans le cas d'une société anonyme unipersonnelle. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs et dans le cas d'une société anonyme unipersonnelle par la signature de l'administrateur unique, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le dernier mardi du mois de juin à 9h30 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter par lui-même ou par mandataire, lequel dernier ne doit pas être nécessairement actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Art. 14. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

| | |
|--|--------|
| 1.- A.T.T.C. MANAGEMENT S.à r.l., susdite, | 9.999 |
| 2.- A.T.T.C. SERVICES S.à r.l., susdite, | 1 |
| Total: dix mille actions | 10.000 |

Toutes les actions ainsi souscrites ont été partiellement libérées par des versements en numéraire à concurrence de vingt-cinq pour cent (25%) de sorte que la somme de trois cents mille euros (EUR 300.000,-) est dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Évaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève à environ deux mille cent trente euros (EUR 2.130,-).

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.
- 2) La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2016.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes, représentées comme il est dit ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire, à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées et à l'unanimité, elles ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).

Sont nommés aux fonctions d'administrateur:

1.- La société A.T.T.C. DIRECTORS S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.362, ayant pour représentant permanent Monsieur Koen Van Huynegem, administrateur de société, demeurant professionnellement à Luxembourg, 16, rue de Nassau.

2.- La société A.T.T.C. Management S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.363, ayant pour représentant permanent Monsieur Koen Van Huynegem, prénommé.

3.- La société A.T.T.C. SERVICES S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.364, ayant pour représentant permanent Monsieur Koen Van Huynegem, prénommé.

Deuxième résolution

Est nommé commissaire aux comptes:

- La société A.T.T.C. CONTROL S.A., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B60.319,

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Cinquième résolution

Le conseil d'administration est autorisé, conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés et de l'article 7 des présents statuts, à désigner un administrateur-délégué avec tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature pour les opérations de la gestion journalière.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant des comparantes, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, le représentant des comparantes a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: PATTEET, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 décembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 59765. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209618/135.

(140233858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Securinvest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 110.485.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208560/9.

(140231959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Sebas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 87.141.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014208559/10.

(140233131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Telefood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 119.045.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Séverine Michel / Eddy Perrier
Gérants

Référence de publication: 2014208623/11.

(140232825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Hospitality Services Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 96.794.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Document faisant l'objet de la rectification:

Référence: L140127955

Date: 22/07/2014

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014208022/14.

(140232422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Ideal Standard International Equity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 185.376.

In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first day of October.

Before us Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There was held

an extraordinary general meeting of shareholders (hereinafter the "Meeting") of Ideal Standard International Equity S.A. (the "Company") a société anonyme, having its registered office 46a, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 185376, incorporated pursuant to a deed of the replaced on 5 March 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1295 on 21 May 2014. The articles of association of the Company have been last amended pursuant to a deed of the replaced on 12 June 2014, published in the Mémorial on 27 August 2014.

The Meeting is presided by Mr Régis Galiotto, professionally residing in Luxembourg, who appointed as secretary Mrs Solange Wolter-Schieres, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Madia Camara, professionally residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

A. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Approval of the reclassification / conversion of thirty nine million two hundred eighty one thousand and six hundred twenty seven (39,281,627) class A shares and thirty nine million two hundred eighty one thousand and six hundred twenty seven (39,281,627) class B shares into seventy-eight million five hundred sixty three thousand and two hundred fifty four (78,563,254) class C shares having a nominal value of one hundredth of a euro cent (EUR 0.0001) each;

2. Subsequent amendment of articles 5.1 and 6.1 of the articles of association of the Company; and

3. Miscellaneous.

B. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list and the proxies of the represented shareholders, being signed by the shareholders, the board of the Meeting and by the public notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time for registration purposes.

C. According to the attendance list, all of the three hundred and ten million (310,000,000) shares in issue (i.e. one hundred percent (100%) of the issued shares) are present/ represented. All shareholders being present or represented and waiving their right to receive convening notices the present meeting was duly convened.

D. The quorum required for the items on the agenda, according to Luxembourg laws, is fifty percent (50%) of the share capital. The resolutions on such items, in order to be adopted, must be carried by at least two thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented.

E. According to the attached attendance list, such quorum is reached.

F. The present Meeting is therefore regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, unanimously (including the vote of the General Partner but without the vote of the Company holding its own shares which abstained from voting) passed and required the undersigned notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to reclassify (i) thirty nine million two hundred eighty one thousand and six hundred twenty seven (39,281,627) class A shares having a nominal value of one hundredth of a euro cent (EUR 0.0001) each, held among the shareholders as follows:

- three hundred and fifty-nine thousand seven hundred and thirty-two (359,732) class A shares held by PCI Fund, LLC;
- thirty-two million three hundred and seventy-eight thousand three hundred and eighteen (32,378,318) class A shares held by Anchorage Capital Master Offshore, Ltd.;
- nine hundred and thirty-eight thousand four hundred and eighteen (938,418) class A shares held by Anchorage Illiquid Opportunities Offshore Master II, L.P.;
- one million two hundred and twenty-five thousand two hundred and forty-four (1,225,244) class A shares held by Anchorage Illiquid Opportunities Offshore Master III, L.P.;
- three million two hundred and eighty-nine thousand eight hundred and fifty-seven (3,289,857) class A shares held by Anchorage Illiquid Opportunities Offshore Master, L.P.; and
- one million ninety thousand fifty-eight (1,090,058) class A shares held by GRF Master Fund II, L.P.;

and (ii) thirty-nine million two hundred eighty one thousand and six hundred twenty seven (39,281,627) class B shares having a nominal value of one hundredth of a euro cent (EUR 0.0001) each held by Ideal Standard International Acquisition S.à r.l., into seventy-eight million five hundred sixty three thousand and two hundred fifty four (78,563,254) class C shares which are hereby created, having a nominal value of one hundredth of a euro cent (EUR 0.0001) each, which shall have the rights set out in the articles of association of the Company, as amended pursuant to the below resolution.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Meeting decides to amend article 5.1 and article 6.1 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Subscribed Share Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000) represented by (i) one hundred fifteen million seven hundred eighteen thousand and three hundred seventy-three (115,718,373) class A shares (hereafter, the “A shares”) having a nominal value of one hundredth of a euro cent (EUR 0.0001) each; (ii) one hundred fifteen million seven hundred eighteen thousand and three hundred seventy-three (115,718,373) class B shares (hereafter, the “B shares”) having a nominal value of one hundredth of a euro cent (EUR 0.0001) each; and (iii) seventy-eight million five hundred sixty-three thousand and two hundred fifty-four (78,563,254) class C shares (hereafter, the “C shares”) having a nominal value of one hundredth of a euro cent (EUR 0.0001) each.”

“ Art. 6. Shares.

6.1 In addition to the A shares, the B shares and the C shares which are subscribed for, the Company may also issue class D shares (hereafter, the “D shares”), each having a nominal value of one hundredth of a euro cent (EUR 0.0001).”

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent upon the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to EUR 1,500.-

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède.

L'an deux mille quatorze, le trente et un octobre.

Par-devant nous, Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (ci-après l'«Assemblée») de Ideal Standard International Equity S.A. (la «Société») une société anonyme, ayant son siège social au 46a, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185376, constituée suivant acte reçu par le notaire remplacé, en date du 5 mars 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1295 le 21 mai 2014. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire remplacé en date du 12 juin 2014 publié au Mémorial le 27 août 2014.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Régis Galiotto, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a élu comme scrutateur Madame Madia Camara, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Bureau de l'Assemblée ayant donc été constitué, le président déclare que:

A. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Autorisation de la reclassification / conversion de trente-neuf millions deux cent quatre-vingt-un mille six cent vingt-sept (39.281.627) actions de classe A et trente-neuf millions deux cent quatre-vingt-un mille six cent vingt-sept (39.281.627) actions de classe B en soixante-dix-huit millions cinq cent soixante-trois mille deux cent cinquante-quatre (78.563.254) actions de classe C d'une valeur nominale d'un centième de centime d'euro (EUR 0,0001) chacune;

2. Modification des articles 5.1 et 6.1 des statuts de la Société; et

3. Autres.

B. Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et leur nombre d'actions sont indiqués sur la liste de présence. Cette liste de présence et les procurations des actionnaires représentés, signées par les actionnaires, le bureau de l'Assemblée ainsi que le notaire, resteront annexés au présent acte afin d'être classés au même moment aux fins d'enregistrement.

C. Selon la liste de présence, l'intégralité des trois cent dix millions (310.000.000) actions émises (i.e. cent pourcent (100%) des actions émises) sont représentées. Tous les actionnaires présents renoncent à leur droit de recevoir des convocations et la présente assemblée a été valablement constituée.

D. Le quorum requis pour les points de l'ordre du jour est de, selon les lois Luxembourgeoises, cinquante pourcent (50%) du capital social. Les résolutions concernant ces points, doivent être votées par au moins deux tiers (2/3) des votes valablement exprimés par les actionnaires présent ou représentés.

E. Selon la liste de présence ci-joint, ce quorum a été atteint.

F. La présente Assemblée est dès lors valablement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour.

Par conséquent, l'Assemblée, après délibération, a unanimement (incluant le vote de l'associé commandité mais pas celui de la Société détenant ses propres actions qui s'est abstenu de voter) passé et demandé au notaire soussigné de promulguer les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de reclasser (i) trente-neuf millions deux cent quatre-vingt-un mille six cent vingt-sept (39.281.627) actions de classe A d'une valeur nominale d'un centième de centime d'euro (EUR 0.0001) chacune détenues par les actionnaires comme suit:

- trois cent cinquante-neuf mille sept cent trente-deux (359.732) actions de classe A détenues par PCI Fund, LLC;
- trente-deux millions trois cent soixante-dix-huit mille trois cent dix-huit (32.378.318) actions de classe A détenues par Anchorage Capital Master Offshore, Ltd.;
- neuf cent trente-huit mille quatre cent dix-huit (938.418) actions de classe A détenues par Anchorage Illiquid Opportunities Offshore Master II, L.P.;
- un million deux cent vingt-cinq mille deux cent quarante-quatre (1.225.244) actions de classe A détenues par Anchorage Illiquid Opportunities Offshore Master III, L.P.;
- trois millions deux cent quatre-vingt-neuf mille huit cent cinquante-sept (3.289.857) actions de classe A détenues par Anchorage Illiquid Opportunities Offshore Master, L.P.; and
- un million quatre-vingt-dix mille cinquante-huit (1.090.058) actions de classe A détenues par GRF Master Fund II, L.P.;

et (ii) trente-neuf millions deux cent quatre-vingt-un mille six cent vingt-sept (39.281.627) actions de classe B d'une valeur nominale d'un centième de centime d'euro (EUR 0,0001) chacune détenues par Ideal Standard International Acquisition S.à r.l. en soixante-dix-huit millions cinq cent soixante-trois mille deux cent cinquante-quatre (78.563.254) actions de classe C ainsi créées, d'une valeur nominale d'un centième de centime d'euro (EUR 0,0001) chacune, ayant les droits établis dans les statuts de la Société, tels que modifiés conformément à la résolution suivante.

Seconde résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée décide de modifier les articles 5.1 et 6 des statuts de la Société dont le texte sera désormais le suivant:

« Art. 5. Capital Social Souscrit.

5.1 Le capital social de la Société est établi à trente et un mille euros (EUR 31.000) représenté par (i) cent quinze millions sept cent dix-huit mille trois cent soixante-treize (115.718.373) actions de classe A (ci-après les «Actions A») d'une valeur nominale d'un centième de centime d'euro (EUR 0,0001) chacune; (ii) cent quinze millions sept cent dix-huit mille trois cent soixante-treize (115.718.373) actions de classe B (ci-après, les «Actions B») d'une valeur nominale d'un centième de centime d'euro (EUR 0,0001) chacune; et (iii) soixante-dix-huit millions cinq cent soixante-trois mille deux cent cinquante-quatre (78.563.254) actions de classe C (ci-après les «Actions C») d'une valeur nominale d'un centième de centime d'euro (EUR 0,0001) chacune».

« Art. 6. Actions.

6.1 En complément des Actions A, des Actions B et des Actions C souscrites, la Société peut également émettre des actions de classe D (ci-après, les «Actions D»), d'une valeur nominale d'un centième de centime d'euro (EUR 0,0001) chacune».

Estimations des coûts

Les frais, dépenses, honoraires et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui lui seront facturés au titre du présent acte, sont évalués à la somme d'environ EUR 1.500,-

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état civil et demeure, ladite partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER, M. CAMARA et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52051. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2015000332/176.

(140235383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Hummingbird S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 129.848.

- Constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à L-Luxembourg, en date du 18 juillet 2007, publié au mémorial Recueil Spécial C n° 1855 du 31 août 2007.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire du 9 décembre 2014 que:

- la clôture de la liquidation de la société anonyme HUMMINGBIRD S.A. est prononcée,
- les livres et documents de la société resteront déposés pendant cinq ans au 15, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Pour la société HUMMINGBIRD S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2014205711/17.

(140229722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

**Gelidol S.A., Société Anonyme,
(anc. Gelidol S.A., SPF).**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 143.823.

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «GELIDOL S.A., SPF», ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 143.823, constituée suivant acte notarié reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 19 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 157 du 23 janvier 2009. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Nathalie GAUTIER, Master Administration des Entreprises, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Virginie MICHELS, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Ludovic KELTERBAUM, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter et l'assemblée reconnaît:

- que tous les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal et sera dûment signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau;

- qu'en vertu de la liste de présence, l'intégralité du capital social est présent ou représenté et tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir été avisés et avoir eu connaissance de l'agenda avant l'assemblée, et acceptent de renoncer aux formalités de convocation;

- que la présente assemblée a été dûment constituée et peut dès lors valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Modification de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La Société a pour objet toutes opérations ou transactions permettant directement ou indirectement la prise de participations dans toute société ou entreprise de quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes (étant entendu qu'elle n'entrera dans aucune opération qui aurait pour conséquence de l'engager dans une activité considérée comme une activité réglementée du secteur financier):

- apporter toute assistance ou soutien financier, que ce soit sous forme de prêts, d'avances ou autrement à ses filiales directes et indirectes, aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, aux sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe, c'est-à-dire au groupe de sociétés comprenant les associés directs et indirects de la Société ainsi que de leurs filiales directes ou indirectes;

- accorder toute garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou parties de ses avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de ses filiales directes et indirectes, des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou encore des sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

La Société pourra investir dans des opérations immobilières que ce soit à des fins d'investissement ou pour l'utilisation personnelle de la société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent.»;

2. Modification de la dénomination sociale de la société en «GELIDOL S.A.» et modification afférente de l'article 1^{er} des statuts;

3. Création de deux catégories d'actions, divisées en actions ordinaires et actions de préférence et conversion des deux cent mille (200.000) actions existantes en actions ordinaires;

4. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de deux millions cinq mille euros (EUR 2.005.000,-) pour le porter de son montant actuel de deux millions d'euros (EUR 2.000.000,-) à quatre millions cinq mille euros (EUR 4.005.000,-), par l'émission de deux cent mille cinq cents (200.500) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, réparties en deux cent mille (200.000) actions ordinaires et cinq cents (500) actions de préférence, par apport en nature,

5. Refonte des statuts;

6. Divers.

L'assemblée générale extraordinaire, après délibération, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire DECIDE de changer intégralement l'objet social de la Société en adoptant à l'avenir celui relatif aux sociétés de participations financières (SOPARFI), abandonnant ainsi le régime actuel sur les sociétés de gestion de patrimoine familial (SPF) régies par la loi du 11 mai 2007.

Par conséquent, L'assemblée générale extraordinaire DECIDE de modifier l'article TROIS (3) des statuts de la Société, lequel article TROIS (3) aura désormais la nouvelle teneur suivante:

Art. 3. «La Société a pour objet toutes opérations ou transactions permettant directement ou indirectement la prise de participations dans toute société ou entreprise de quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes (étant entendu qu'elle n'entrera dans aucune opération qui aurait pour conséquence de l'engager dans une activité considérée comme une activité réglementée du secteur financier):

- apporter toute assistance ou soutien financier, que ce soit sous forme de prêts, d'avances ou autrement à ses filiales directes et indirectes, aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, aux sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe, c'est-à-dire au groupe de sociétés comprenant les associés directs et indirects de la Société ainsi que de leurs filiales directes ou indirectes;

- accorder toute garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou parties de ses avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de ses filiales directes et indirectes, des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou encore des sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

La Société pourra investir dans des opérations immobilières que ce soit à des fins d'investissement ou pour l'utilisation personnelle de la société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire DECIDE encore de modifier la dénomination sociale de la Société en «GELIDOL S.A.».

En conséquence, l'article PREMIER (1^{er}) des statuts est modifié comme suit:

Art. 1^{er}. «Il existe une société anonyme sous la dénomination de «GELIDOL S.A.» (ci-après la « Société »).»

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire DECIDE de créer deux catégories distinctes d'actions, divisées en actions ordinaires et en actions de préférence, et de convertir les deux cent mille (200.000) actions existantes en actions ordinaires.

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire DECIDE d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux millions cinq mille euros (EUR 2.005.000,-) pour le porter de son montant actuel de deux millions d'euros (EUR 2.000.000,-) à quatre millions cinq mille euros (EUR 4.005.000,-), par l'émission de deux cent mille cinq cents (200.500) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, réparties en deux cent mille (200.000) actions ordinaires et cinq cents (500) actions de préférence.

Souscription et Libération

De l'accord de tous les actionnaires, les deux cent mille cinq cents (200.500) actions nouvelles réparties en deux cent mille (200.000) actions ordinaires et cinq cents (500) actions de préférence, ont été intégralement souscrites à l'instant même par la société SUNDALIA S.A., société anonyme ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, en cours d'immatriculation au registre de commerce de Luxembourg, laquelle est ici représentée par Madame Nathalie GAUTIER, prénommée, en vertu d'une procuration lui donnée à Luxembourg, en date du 17 décembre 2014.

La prédite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par tous les membres du bureau et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal aux fins de formalisation.

Le souscripteur susnommé, par son représentant susdit, a libéré intégralement les deux cent mille cinq cents (200.500) actions nouvelles, par l'apport et la conversion de deux mille huit cent quatre virgule vingt (2.804,20) obligations convertibles d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-), détenues par le souscripteur suivant emprunt obligataire convertible émis par la Société en date du 22 octobre 2014.

La conversion de ces obligations convertibles est plus amplement décrite et évaluée dans un rapport de réviseur d'entreprises, établi par "RSM Audit Luxembourg S.à r.l.", Luxembourg, en date du 17 décembre 2014, lequel rapport, après signature "ne varietur" restera annexé aux présentes.

Ce rapport conclut comme suit:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre connaissance qui nous laisse à penser que le montant total à recevoir suite à la conversion des obligations convertibles ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur des actions qui seraient émises en contrepartie par la Société, si les droits relatifs aux obligations convertibles étaient exercés à la date d'émission.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale extraordinaire DECIDE de procéder à une refonte complète des statuts de la Société, comme suit:

«I. Nom, Durée, Objet, Siège Social

Art. 1^{er}. Il est formé par les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de «GELIDOL SA» (ci-après la «Société»).

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet toutes opérations ou transactions permettant directement ou indirectement la prise de participations dans toute société ou entreprise de quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes (étant entendu qu'elle n'entrera dans aucune opération qui aurait pour conséquence de l'engager dans une activité considérée comme une activité réglementée du secteur financier):

- apporter toute assistance ou soutien financier, que ce soit sous forme de prêts, d'avances ou autrement à ses filiales directes et indirectes, aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, aux sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe, c'est-à-dire au groupe de sociétés comprenant les associés directs et indirects de la Société ainsi que de leurs filiales directes ou indirectes;

- accorder toute garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou parties de ses avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de ses filiales directes et indirectes, des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou encore des sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

La Société pourra investir dans des opérations immobilières que ce soit à des fins d'investissement ou pour l'utilisation personnelle de la société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à quatre millions cinq mille euros (EUR 4.005.000,-) représenté par quatre cent mille et cinq cents (400.500) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, dont quatre cent mille (400.000) actions ordinaires et cinq cents (500) actions de préférence. Les actions de préférence ont exclusivement les droits particuliers décrits aux présents statuts et notamment (i) un dividende prioritaire, mais non préciputaire, de deux cents pour cent de la valeur nominale et (ii) un droit de vote particulier pour les Décisions Importantes, tel que celles-ci sont définies ci-après.

Les droits particuliers attachés aux actions de préférence ont une durée limitée au 31 décembre 2030 date à laquelle ces droits cesseront et où les actions de préférence deviendront des actions ordinaires, sans indemnisation de leur propriétaire et sans qu'il soit besoin d'une nouvelle décision de l'assemblée générale, mais par le seul effet de la survenance de cette date.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de vingt millions d'euros (EUR 20.000.000,-) qui sera représenté par deux millions (2.000.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, dont cinq cent actions de préférence et un million neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille et cinq cents actions ordinaires. Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 18 décembre 2019, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration ne pourra procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital

autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés et dans le respect des dispositions particulières ci-après relatives aux modalités d'adoption des Décisions Importantes. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

La Société réservera ses actions ordinaires aux investisseurs suivants:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

La Société réserve ses actions de préférence à la personne qui les a souscrites initialement pendant la durée pendant laquelle ces actions sont des actions de préférence.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

Les actions au porteur sont à déposer auprès d'un dépositaire nommé par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, répondant aux conditions de l'Article 42, (2), de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée. Le dépositaire maintient un registre des actions au porteur au Luxembourg dans lequel les actions au porteur sont inscrites au nom de l'actionnaire propriétaire des actions.

La Société reconnaît les personnes au nom desquelles les actions sont enregistrées dans le registre des actionnaires comme les pleins propriétaires de ces actions.

A la demande des actionnaires, des certificats d'inscription nominatifs seront délivrés aux actionnaires par la Société ou par le dépositaire en cas d'actions au porteur.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Dans le cas où des actions de la Société sont démembrées en usufruit et nue-propriété, le mandataire unique devant les représenter sera l'usufruitier.

Les actions ordinaires sont librement cessibles entre actionnaires. En cas de cession d'actions ordinaires, entre actionnaires, les actions cédées changent de classe et sont par le seul effet de la cession transformées en actions de la même catégorie que celles déjà détenues par le cessionnaire. Les actions ordinaires et les actions de préférence ne peuvent être cédées entre vifs à des non-actionnaires qu'avec l'agrément donné par les autres actionnaires à l'unanimité.

Les actions de préférence ne peuvent être cédées, même à d'autres actionnaires qu'avec le consentement unanime de tous les actionnaires.

En cas de décès d'un actionnaire, les actions qu'il détient dans la Société ne peuvent être transmises à des non-actionnaires que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des actionnaires représentant l'unanimité des actions appartenant aux autres actionnaires, et ce sauf lorsque les actions sont transmises à des descendants ou ascendants en ligne directe.

Dans tous les cas de refus d'agrément, la Société est tenue de racheter ou faire racheter, dans les 6 mois de la décision de refus d'agrément, les actions sur lesquelles portaient le projet de cession pour un prix égal à la quote-part des capitaux propres que représentent ces actions, sur la base du dernier bilan arrêté de la Société, tel que certifié par le ou les commissaires.

La cession d'actions nominatives ou d'actions au porteur devra être formalisée par une inscription au registre des actionnaires ou au registre des actions au porteur.

III. Assemblées générale des Actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le dernier vendredi du mois d'avril à 14 heures 30, ou à toute autre date décidée en accord avec tous les actionnaires.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Toutefois, lorsque l'assemblée aura à statuer sur une Décision Importante, selon ce qui est stipulé à l'article 13 ci-après, celle-ci ne pourra être valablement adoptée que si elle est votée:

i) à la majorité, simple pour les assemblées ordinaires et des deux tiers pour les assemblées générales extraordinaires, des actions ordinaires, ii) à l'unanimité des actions de préférence, pendant la durée pendant laquelle celles-ci ont ce statut, tel que cette période est définie à l'article 5 des présents statuts.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts notamment en ce qui concerne les Décisions Importantes, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'Administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Pendant toute la durée pendant laquelle il existera des actions de préférence, l'un des administrateurs de la Société devra être propriétaire d'au moins une action de préférence.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration ; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque

administrateur par écrit ou par télégramme, télécopieur, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télégramme ou télécopie ou par courrier électronique un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur ne peut présenter plus d'un de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société, sous réserve des Décisions Importantes mentionnées à l'article 13 ci-dessous. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration. Tous pouvoirs que les présents statuts réservent à l'assemblée générale, notamment pour les Décisions Importantes ne peuvent être exercés par le conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. Pendant la durée pendant laquelle il existera des actions de préférence, tel que cette durée est définie à l'article 5 des présents statuts, certaines décisions, les «Décisions Importantes», ne pourront être prises, ni être mises en oeuvre par la Société, ou les sociétés qu'elle contrôle, directement ou indirectement, au sens du paragraphe 3 de l'article 49bis de la Loi, avant d'avoir été spécialement approuvée par une résolution de l'assemblée générale de la Société, statuant dans les conditions définies à l'article 8 des présents statuts, et la résolution correspondante ne sera valablement adoptée par l'assemblée générale que si elle recueille, outre la majorité des voix des actions ordinaires également le vote favorable du ou des propriétaires des actions de préférence.

Les Décisions Importantes sont les suivantes:

- i) Tout acte d'achat ou de disposition d'un actif immobilisé, ou immobilisable par nature, d'une valeur supérieure à 100.000,- euros,
- ii) Tout emprunt et toute opération qui serait assimilable à un emprunt,
- iii) Toute constitution de garantie personnelle ou réelle,
- iv) Toute modification du capital social, immédiate ou à terme,
- v) Toute émission d'emprunt obligataire,
- vi) Toute décision de la Société, et d'elle seulement et pas de ses filiales de mettre en paiement un dividende d'un montant total supérieur à 100.000,- euros,
- vii) Toute modification des statuts,
- viii) La liquidation de la Société.

Art. 14. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la Société

Art. 15. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 16. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 17. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net. Pendant toute la période pendant laquelle il existera des actions de préférence, lorsque l'assemblée générale des actionnaires décidera du paiement d'un dividende, elle devra en premier lieu décider le paiement du dividende prioritaire attaché aux actions de préférence, soit vingt (20,-) euros par action. Si le dividende versé aux actions ordinaires lui est supérieur, il sera versé un complément aux actions de préférence de façon à ce que le dividende perçu par ces dernières soit égal à celui versé aux actions ordinaires. Ce dividende prioritaire est cumulatif, c'est-à-dire que si au titre d'un exercice postérieur à l'exercice 2014, l'assemblée générale ne décidait le paiement d'aucun dividende, le droit au dividende prioritaire des actions de préférence serait reporté sur une prochaine distribution et viendrait s'ajouter au dividende prioritaire de l'année en cours.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 18. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 19. Les présents statuts peuvent être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi et avec le vote favorable des actions de préférence pendant la période où il en existe.

IX. Dispositions finales. Loi applicable

Art. 20. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Pouvoirs

Les comparants donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder suivant besoin à l'enregistrement, l'immatriculation, la modification, la radiation auprès du Registre des Sociétés ou la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte et, le cas échéant pour corriger, rectifier, rédiger, ratifier et signer toute erreur, omission ou faute(s) de frappe(s) au présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la Société; les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux Membres du Bureau, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Gautier, Michels, Kelterbaum, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 décembre 2014. Relation: RED/2014/2563. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 19 décembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015000296/443.

(140234639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

CBRE European Shopping Centre Fund II S.C.A SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 193.212.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the first day of December.

Before us, Maître Marc Loesch, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CBRE ESCF II Management S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, and in the process of being registered with the Luxembourg trade and companies register; with a share capital of thirteen thousand euros (EUR 13,000.-),

duly represented by Me Arnaud Godfroid, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on December 1, 2014, which will remain annexed to the present deed for the purposes of registration.

and

CBRE Global Investors Luxembourg S.à r.l., a company governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-1159 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Registre du Commerce et des Sociétés, under number B 94168, with a share capital of EUR 125,000.

duly represented by Me Arnaud Godfroid, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on December 1, 2014, which will remain annexed to the present deed for the purposes of registration.

The appearing parties, represented as stated above, have requested the notary to document the deed of incorporation of a société en commandite par actions, which it wishes to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

A. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name.

1.1 There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as an investment company with variable share capital established as a specialised investment fund (société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé) established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws"), under the name of "CBRE European Shopping Centre Fund II S.C.A. SICAV-SIF" (hereinafter the "Company"). The Company is further governed by these Articles and the placement memorandum issued by the Company as amended and/or supplemented from time to time (the "Memorandum").

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality of Luxembourg by means of a resolution of the general partner of the Company (the "General Partner") and to any other municipality in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders of the Company. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the General Partner of the Company.

2.2 In the event that in the view of the General Partner, extraordinary political or military events occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the General Partner.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is established for a regular term of ten (10) years from the Initial Closing Date (as defined in the Memorandum).

3.2 Notwithstanding the above, the General Partner and/or the AIFM as applicable may, at its/their discretion and without prejudice to the prerogatives of the AIFM, commence an orderly sell off of the assets of the Company after the seventh anniversary of the Initial Closing Date (as defined in the Memorandum).

3.3 The most appropriate exit strategy will be determined by the General Partner, provided that the shareholders may, at the annual general meeting of shareholders or at any time upon the request of shareholders representing not less than one-tenth of the Share capital in accordance with article 21 hereof, direct the General Partner to commence the exit strategy of the Company upon a simple majority of the votes of the shareholders validly cast.

Art. 4. Purpose.

4.1 The exclusive object of the Company is to seek current income and long term capital appreciation through investment in real estate and real estate related assets.

4.2 The investment objectives and policies shall be determined by the General Partner pursuant to article 16 hereof and shall be disclosed in the Memorandum.

4.3 The Company qualifies as an alternative investment fund (“AIF”) under the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “AIFM Law”).

4.4 The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of February 13, 2007 on specialised investment funds, as amended (the “Law of 2007”).

Art. 5. Liabilities of the Company.

5.1 The General Partner is liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The limited partners shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall be liable, subject to their compliance with the Fund Documents (as defined in the Memorandum) and the relevant subscription agreement, only to the extent of the commitment made for contributions to the Company.

B. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 6. Share capital - Classes of Shares.

6.1 The share capital of the Company shall be represented by shares without par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to article 12 hereof.

6.2 In accordance with article 27 of the Law of 2007, the subscribed share capital of the Company, increased by the share premium, if any, may not be less than one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) and must be reached within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment under the Law of 2007.

6.3 The General Partner will issue shares in accordance with the Capital Commitments (as defined in the Memorandum).

6.4 The share capital of the Company shall be represented as follows:

(i) “Management Share”: one (1) management share which has been subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (associé gérant commandité) of the Company;

(ii) “Ordinary Shares”: any shares other than the Management Share and which have been or will be subscribed by the limited partners (associés commanditaires) of the Company.

6.5 The Ordinary Shares to be issued in relation to the Company may, as the General Partner shall determine, be of different series (the “Series”), so as to correspond to (i) a specific sales and redemption charges structure and/or (ii) different distribution, shareholders servicing or other fees and/or (iii) different types of targeted investors and/or (iv) such features as may be determined by the General Partner from time to time. For purposes of recordkeeping and administrative convenience, certain Ordinary Shares will be designated by Series to reflect the different management fee applicable to holders of such shares. Such Series are intended to be treated as a single class of shares for purposes of ERISA and Section 4974 of the Code. The transfer of Ordinary Shares may include, to the extent permitted by law, the prior consent of the General Partner. In addition, the General Partner may impose ownership limitations in relation to shares.

6.6 The proceeds of the issue of each Series of shares shall be invested pursuant to the investment policy determined by the General Partner and subject to the diversification rules provided by the Memorandum.

6.7 For the purpose of determining the total assets of the Company, the net assets attributable to each Series shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro.

Art. 7. Form of shares.

7.1 Shares shall be issued in registered form only.

7.2 All issued registered shares shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his/her residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each fractional share.

7.3 The inscription of the shareholder’s name in the register of shares evidences the shareholder’s right of ownership of such registered shares. The shareholder shall receive a written confirmation of his/her share holding.

7.4 Shareholders entitled to receive shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements will be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

7.5 In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address is provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Art. 8. Issue and Sale of shares.

8.1 Shares of the Company are reserved to investors which qualify both as:

(i) a well-informed investor, which, in accordance with article 2 of the Law of 2007, is (i) an institutional investor, (ii) a professional investor, or (iii) any other investor having declared himself to be a well-informed investor and having a minimum commitment to the Company of at least EUR 125,000.- or having been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/481/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately apprising an investment in the Company. However article 2 paragraph 2 of the Law of 2007 provides that the conditions set forth above are not applicable to the General Partner and other persons who intervene in the management of the Company; and,

(ii) an "accredited investor" under the United States Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act"), or qualified non-U.S. person as contemplated by Regulation S promulgated under the Securities Act.

8.2 Shares to be issued by the Company may be subscribed for by investors during the Offer Period (as defined in the Memorandum).

8.3 Investors wishing to subscribe for shares must execute a subscription agreement, which upon acceptance will be counter-signed by the General Partner or its delegates on a Closing Date (as defined in the Memorandum).

8.4 After the Initial Closing Date (as defined in the Memorandum), the General Partner may hold one or more Subsequent Closings during which additional Capital Commitments (as defined in the Memorandum) shall be accepted from existing or new investors in the Company.

8.5 At each Subsequent Closing the General Partner will proceed to an Equalisation (as defined in the Memorandum) as further detailed in the Memorandum.

8.6 The General Partner is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

8.7 Nevertheless, the General Partner may impose restrictions concerning the number of investors and the type of eligible investors within the meaning of the Law of 2007.

8.8 Shares of different Series will be issued at an issue price per share of EUR 1,000.-.

8.9 Upon subscription, investors shall irrevocably commit to contribute a certain amount to the Company. Such commitment will either be called entirely at the relevant Closing Date (as defined in the Memorandum) or be called from time to time through one or more Capital Calls made by the General Partner as further described in Article 10 and the Memorandum.

8.10 The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued.

8.11 The General Partner may delegate to any manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

Art. 9. Compulsory redemption of shares.

9.1 All or any shares of any shareholder may be called by the General Partner for redemption in the following circumstances:

(i) if the continued participation of such shareholder is likely to cause the Company, or the General Partner, to violate any material law, regulation, or interpretation thereof or would result in the Company, or the General Partner or any shareholder suffering material taxation or other economic disadvantages which they would not have suffered had such person ceased to be a shareholder;

(ii) if the shares were acquired or are being held, directly or indirectly, by or for the account of or benefit of any person in violation of the provisions of these articles of incorporation;

(iii) if in the reasonable opinion of the General Partner (i) such redemption would be appropriate to protect the Company from registration of the shares under the U.S. Securities Act of 1933, as amended, from registration of the Company under the U.S. Investment Company Act of 1940, as amended, or to prevent the assets of the Company from being considered assets of an employee benefit plan or other plan subject to ERISA or Section 4975; or (ii) the holding of such shares would cause material, regulatory or tax or other fiscal disadvantage to the Company; and

(iv) such other circumstances as the General Partner may reasonably determine, including the breach of ownership restrictions or where continued ownership would be materially prejudicial to the interests of the Company or its sha-

reholders, if a shareholder does not comply with anti-money laundering provisions, or in the event of a shareholder default as described in Article 10.

9.2 In addition, the General Partner may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any Prohibited Person.

9.3 For the purpose of the preceding paragraph, “Prohibited Person” shall mean any entity if, in the reasonable opinion of the General Partner, the holding of shares by such entity (i) may be detrimental to the interests of the existing shareholders or to the interests of the Company, (ii) may result in a breach of any law or regulation in Luxembourg or any other jurisdiction; or (iii) may have the result that the Fund may become exposed to tax or other regulatory disadvantages (including, without limitation, causing the assets of the Fund to be deemed to constitute “plan assets” for purposes of ERISA), fines or penalties that the Company would not have otherwise incurred.

9.4 For such purposes the General Partner may:

(i) decline to issue any shares and decline to register any transfer of a Share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

(ii) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder’s shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

(iii) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

(iv) where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company will compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder.

9.5 The exercise by the Company of the power conferred by this Article 9 shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

9.6 Shares which are to be redeemed by the Company may be redeemed by the Company upon the General Partner giving to the registered holder of such shares not less than thirty (30) days’ notice in writing of the intention to redeem such shares specifying the date of such redemption, which must be a day on which banks in Luxembourg are open for business.

9.7 As an exception to the above paragraph, shares redeemed as a result of being held by a Prohibited Person, as defined below, as beneficial owner may be redeemed automatically further to five (5) business days’ prior notice of redemption, and shares redeemed as a result of a shareholder default will be redeemable pursuant to the rules set out in Article 9 hereof.

9.8 The amount payable on such redemption of shares shall be the Default Price (as defined in the Memorandum).

9.9 Notwithstanding the above, in case of a compulsory redemption of shares held by a GIC-Investor, the shares will be redeemed at a price being the net asset value per Share of the relevant Series as at the Valuation Day (as defined in article 13 hereinafter), less any charges and commissions, whereas such reductions from the net asset value of the shares which are subject to compulsory redemption must not be more than five per cent (5%) (the “GIC-Investor Repurchase Price”) and the GIC-Investor Repurchase Price will be paid in cash to the relevant Shareholder immediately after the effectiveness of the compulsory redemption.

9.10 In order to give effect to the provisions on redemption of shares described above, any certificates evidencing the shares will be endorsed with a legend describing the substance of those provisions and restrictions.

Art. 10. Capital Calls, Commitment Period and Defaulting shareholders.

10.1 Capital Calls in respect of the Capital Commitments will be called during the Commitment Period at the General Partner’s discretion from the shareholders of the Company on a pro rata basis, which means that each shareholder of the Company shall be required to fund the same percentage of its Unfunded Capital Commitment at the relevant Capital Call.

10.2 The General Partner will issue Capital Call notices to the shareholder setting forth the amount, the purpose of the funds and further details (including date and account number) of the required payment in respect of the relevant Series. Each payment date will be at least ten (10) Business Days from the date of the Capital Call notice relating thereto and shall be the same for all shareholders.

10.3 The General Partner may, at its discretion, make withdrawals from the Fiduciary Account (as defined in the Memorandum) for the purpose of funding capital calls to GIC-Investors (as defined in the Memorandum) as more further detailed in the Memorandum.

10.4 Capital Commitments can only be drawn down against the issuance of the relevant shares.

10.5 Any proceeds from the Realisation (as defined in the Memorandum) of a particular investment or other income generated by such investment which, in the discretion of the General Partner, are not distributed to the shareholders of the Company but are used to satisfy funding requirements in connection with other existing or new investments or are

retained as a reserve for funding requirements in connection with other existing or new investments, shall not reduce the Unfunded Capital Commitments (as defined in the Memorandum) of the shareholders of the Company on a pro-rata basis (provided that if and when any such reserves are subsequently released to the shareholders of the Company, their Unfunded Capital Commitments shall be increased accordingly, except with respect to GIC-Investors where the portion of the reserves to be released to GIC-Investors will be credited to the relevant Fiduciary Account (as defined in the Memorandum) accordingly).

10.6 During the Commitment Period, any capital proceeds from a Realisation which have been distributed to the shareholder in accordance with the Fund Documents (as defined in the Memorandum) shall increase the Unfunded Capital Commitment of the recipient shareholder, except with respect to GIC-Investors where the portion of the capital proceeds to be distributed to GIC-Investors will be credited to the relevant Fiduciary Account accordingly.

10.7 In case a shareholder defaults in respect of its Capital Call obligation, the General Partner may require the non-defaulting shareholders of the Company to advance to the Company their pro-rata share of the amount in default (based on the Unfunded Capital Commitments of the non-defaulting shareholders in the Company). No non-defaulting shareholder will be required to contribute capital in excess of such non-defaulting shareholder's Unfunded Capital Commitment.

10.8 After the expiration of the Commitment Period applicable to them, all the shareholders of the Company will be released from any further obligations with respect to their Unfunded Capital Commitments, unless:

(i) to fund Capital Calls (as defined in the Memorandum) that were made before the end of the Commitment Period (as defined in the Memorandum);

(ii) the Company has committed to an investment within the Commitment Period, but the actual investment itself will only take place after the expiry of the Commitment Period; or

(iii) the General Partner considers it necessary to retain Unfunded Capital Commitments to:

a) continue to pay fees and/or Company's expenses in connection with any acquisitions or an event described under paragraph (b) below;

b) make a follow-up investment in an asset, provided that approval thereto was given before the end of the Commitment Period, in which case the General Partner will inform the shareholders accordingly.

10.9 The General Partner may seek to put in place one or more credit facilities, to provide fund required to proceed with investments or to cover the expenses of the Company pending draw-down of Capital Commitments from shareholders pursuant to a Capital Call.

Return of Capital Commitments drawn-down

10.10 Any Capital Commitments drawn down for the purpose of making an investment shall, in the event that the proposed investment does not proceed and to the extent that such drawn down Capital Commitments are not otherwise required by the Company within a period of ninety (90) Business Days from the relevant Capital Call (as defined in the Memorandum), be returned to the shareholders, pro-rata to their Capital Commitments (as defined in the Memorandum), and be available for subsequent Capital Calls. In this case the amount so refunded shall (i) not be treated as having been paid by the relevant shareholder to the Company and - accordingly - shall not be treated as a repayment or distribution to the relevant shareholder; and (ii) shall be treated as part of the Unfunded Capital Commitment of such shareholder and may be drawn down by the General Partner upon the issuance of a Capital Call notice. The General Partner shall, at the time of any such return of funds, notify the relevant shareholder that the amount so returned is subject to a further Capital Call. The Shares corresponding with the amount so returned to a shareholder shall be cancelled. Any amounts which will be returned to the shareholders in accordance with this clause and re-drawn again by the General Partner shall be taken into account for the purpose of calculating the Preferred Return.

Defaulting shareholder

10.11 If any shareholder fails to make, when due, all or any portion of any capital contribution required to be contributed by such shareholder pursuant to a Capital Call, then the General Partner shall promptly provide the shareholder with a Default Notice (as defined in the Memorandum).

10.12 If such shareholder fails to remedy to such default within five (5) days following receipt of a Default Notice, then such shareholder shall be declared a defaulting shareholder as from the date on which the capital contribution was due and unpaid. Such defaulting shareholder shall be obliged to pay a Default Amount (as defined in the Memorandum).

10.13 By declaring a shareholder a defaulting shareholder, the General Partner may, in its sole discretion, choose to apply one or more of the following remedies:

a) Charge of Default Interest..

10.14 The Defaulting Shareholder may be charged a Default Interest (as defined in the Memorandum) applied on the Default Amount. The Default Interest will accrue on the Default Amount up to and including the date of payment by the Defaulting Shareholder.

b) Set-Off

10.15 Any distributions which would otherwise be made to a defaulting shareholder may be set off or withheld until any amount owed to the Company (i.e. the Default Amount plus the Default Interest) has been paid in full, unless the defaulting shareholder is a GIC-Investor (as defined in the Memorandum).

c) Compulsory Redemption

10.16 The General Partner may operate a compulsory redemption on the shares of a defaulting shareholder. The number of shares to be compulsory redeemed will be determined by dividing the Default Amount by the Default Price.

10.17 The Default Price will be determined in the Memorandum.

10.18 The payment of the aggregate Default Price may be set off by the General Partner against any amount due by the defaulting shareholder to the Company (unless the defaulting shareholder is a GIC- Investor) and the shares of the defaulting shareholder shall be redeemed at the issue price applied to the Series of the defaulting shareholder for the Capital Call upon which the defaulting shareholder has been in default.

10.19 Except in the case of a compulsory redemption of a defaulting shareholder's entire interest in the Company as set out in paragraph f) below, the compulsory redemption of shares held by a defaulting shareholder will not affect the defaulting shareholder's Unfunded capital commitment, but the defaulting shareholder's distribution percentage and the Series to which it is entitled will be determined by the General Partner on its reduced holding of shares. The defaulting shareholder will continue to be obliged to pay any subsequent Capital Calls as required by the General Partner, Capital Calls for which the same default process shall operate.

d) Subscription by Non-Defaulting Shareholders

10.20 The General Partner may also offer to the non-defaulting shareholders, the right to subscribe for a pro rata portion of Offered Shares (as defined in the Memorandum) based upon the capital commitments of the shareholders exercising this option.

10.21 In the event that all the non-defaulting shareholders do not purchase their pro-rata portion of additional shares necessary to fund the Default Amount, the participating non-defaulting shareholders may agree to fund any shortfall in any percentages they choose.

10.22 In the event that the Default Amount is not fully funded through this mechanism, the General Partner may, in its sole discretion, reduce the size of the Company by such amount.

10.23 Any voluntary subscription for additional shares by a non-defaulting shareholder pursuant to this paragraph d) will not reduce that shareholder's Unfunded Capital Commitment to the Company but it will increase that shareholder's Capital Commitment.

10.24 Based on such total Capital Commitment, such non-defaulting shareholder will, as the case may be, move to a Series of Shares subject to a lower Management Fee rate where appropriate in accordance with the Memorandum.

e) Subscription by Third Parties

10.25 To the extent the non-defaulting shareholders choose not to subscribe for the Offered Shares, the General Partner may issue the remaining Offered Shares to third parties. In addition, together with the Offered Shares, such third parties will be obliged to commit to the entire Unfunded Capital Commitment of such defaulting shareholder.

10.26 In such a case, the General Partner shall have the authority to eliminate the right of the defaulting shareholder to make payments in respect of further Capital Calls and to terminate the defaulting shareholder's Capital Commitment by a compulsory redemption of all the shares of the defaulting shareholder in the Company at the Default Price.

f) Limited Rights or Removal

10.27 Any defaulting shareholder's representative, if any, may be removed from the Advisory Board, as from the date of the Default Notice.

10.28 Furthermore, the General Partner shall have the authority to limit or eliminate the right of the defaulting shareholder to make payments in respect of further Capital Calls and terminate the defaulting shareholder's Capital Commitment by a compulsory redemption of all the shares of the defaulting shareholder in the Company at the Default Price or to offer all the shares and the Unfunded Capital Commitment of the defaulting shareholder firstly to non-defaulting shareholders and secondly to third parties at the Default Price as provided for under paragraphs d) and e) above.

g) Additional Capital Commitment by Non-Defaulting Shareholders

10.29 The General Partner shall be entitled to draw down from the non-defaulting shareholders further Capital Commitments to fund the deficit, up to the amount of their Unfunded Capital Commitment.

h) Enforcement

10.30 The General Partner shall have the right by any means, including the right to commence legal proceedings against any defaulting shareholder, to collect and recover from the defaulting shareholder the Default Amount plus the Default Interest or to otherwise enforce compliance with any obligation which is not of a monetary nature.

i) Borrowing

10.31 The Company may obtain debt financing to meet the commitment intended to be covered by the Capital Call to which the Default Notice relates and the General Partner may decide to specifically allocate the related interest expenses to the defaulting shareholder.

j) Remedies Not Exclusive

10.32 The General Partner may exercise any other right, power or any other remedies available under applicable law.

Art. 11. Transfers of shares and ownership restrictions.

11.1 A shareholder may transfer its shares and Unfunded Capital Commitments without the consent of the General Partner and subject to such shareholder and the transferee of the shares providing the General Partner with a written confirmation that:

- (i) the transferee is a Qualified Investor (as defined in the Memorandum);
- (ii) the transferee is not a Prohibited Person (as defined in the Memorandum);
- (iii) the transferee assumes all rights and obligations of the transferor including those laid down in the Subscription Agreement signed by the transferor;
- (iv) the transferor will provide the General Partner, or its designees with all information which the General Partner may reasonably request in order to comply with Luxembourg laws and any other applicable laws or regulations relating to customer knowledge (KYC) and money laundering (AML);
- (v) each of them represents and guarantees that the proposed transfer does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to it and the General Partner may also request the transferor and transferee to provide the General Partner with a legal opinion to that effect (provided that the General Partner may, in its discretion, waive any of these requirements).

11.2 GIC-Investors can only transfer their shares with the prior written approval of the appointed trustee for their restricted assets (or its representative) according to Sec. 70 VAG. The General Partner shall instruct the Registrar and Transfer Agent to enter this approval requirement (Treuhändersperrvermerk) in the register of Shareholders in respect of each GIC-Investor.

11.3 After the transfer of the shares and Unfunded Capital Commitments by a GIC-Investor, any remaining liability for outstanding Capital Calls or other amounts by the GIC-Investor is excluded (no joint and several liability (gesamtschuldnerische Haftung) of the GIC-Investor) and is transferred to the transferee. Any such obligations shall be transferred from the GIC-Investor to the transferee with discharging effect from any debt (schuldbefreiende Wirkung). For avoidance of doubt, the discharging effect from any debt (schuldbefreiende Wirkung) does not apply to the transferee.

11.4 Costs and expenses arising from the sale and transfer of shares shall be borne by the transferring shareholder.

11.5 The General Partner may refuse to give effect to a transfer of shares if such transfer would, or would reasonably likely to:

- (i) result in a breach in Law, governmental regulation or rule of authorities having jurisdiction over the Company or the transfer of shares;
- (ii) result in a breach of the Fund Documents (as defined in the Memorandum);
- (iii) result in the Company becoming exposed to disadvantages of a tax, legal or financial nature that it would not otherwise have incurred;
- (iv) result in a shareholder holding shares and assuming Unfunded Capital Commitments corresponding in aggregate to an amount lower than a minimum amount determined by the General Partner as laid down in the Memorandum;
- (v) result in a breach of the restrictions on transfer under U.S. securities laws and ERISA as further detailed in the Memorandum;
- (vi) result in a person other than a Qualified Investor (as defined in the Memorandum) holding or beneficially owning the shares;
- (vii) result in a reputational risk to the Company or any of the other shareholders, or the participation of the prospective shareholder would otherwise have negative or regulatory consequences to the Company, in each case as reasonably determined by the General Partner.

Art. 12. Calculation of net asset value per Share.

12.1 On each Valuation Day (as defined in article 13 hereinafter) determined by the General Partner in accordance with applicable law and regulations, the net asset value per Share of each Series shall be calculated by the AIFM or any agent appointed thereto by the General Partner.

12.2 The net asset value per Share of each Series shall be expressed in the functional currency of the Company and shall be determined as of any Valuation Day (as defined in article 13 hereinafter) by dividing the net assets attributable to the relevant Series being the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Series, on any such Valuation Day (as defined in article 13 hereinafter), by the number of shares then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below.

12.3 The net asset value per Share may be rounded up or down to the nearest ten-thousandth of the unit of functional currency of the Company.

12.4 If following the determination of the net asset value of a Series of shares there is a material change in relation to (i) a substantial part of the properties or property rights of the Company or (ii) the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Company are dealt in or quoted, the General Partner may, in order to safeguard the interest of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a subsequent valuation.

12.5 The value of the assets and liabilities of the Company, including for the avoidance of doubt, investments made by the Company in any other investment fund shall be prepared under IFRS, applying INREV Net Asset Value Calculation

Principles for the NAV of Non-Listed Real Estate Fund (see www.inrev.org for the most current guidelines), and adjusted for certain matters, including, where appropriate, (i) valuing the development properties, land sites, debts and such other assets and liabilities (as appropriate) at their fair market value and (ii) reversing deferred capital gain tax liabilities, with all such adjustments disclosed to the shareholders in the Company's annual and quarterly reports.

12.6 For the purpose of valuation of real estate assets, the General Partner shall appoint one (or more than one) independent real estate appraisal professional(s) who is licensed where appropriate and operates or has subcontracted, with the approval of the General Partner, its duties to any entity who operates, in the jurisdiction where any relevant property is located and whose appointment is approved by the General Partner on an annual basis.

12.7 With respect to each property, such valuation may, unless otherwise stated in the Memorandum, be carried out at least once a year and used during the next following twelve months for the purposes of calculating the net asset value (and so increased by any subsequent capital expenditure on that property) unless, in the opinion of the General Partner, there is a material change in the general economic situation or in the condition of the relevant properties or property rights held by the Company or by any of the companies in which the Company has a share holding which requires new valuations to be carried out under the same conditions as the annual valuations.

12.8 For the purpose of this article 12:

(i) Shares to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(ii) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the date of issue and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

(iii) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency of denomination of the relevant shares shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value per Share of the Company; and

(iv) where on any Valuation Day (as defined in article 13 hereinafter) the Company and its counterparty have irrevocably and unconditionally contracted to purchase any asset or sell any asset, the value of the consideration to be paid or to be received for such asset shall be treated in accordance with IFRS.

12.9 For the avoidance of doubt, these provisions are rules for determining the net asset value per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any shares issued by the Company.

Art. 13. Frequency and Temporary suspension of calculation of net asset value per Share.

13.1 The net asset value per share is calculated at least on a quarterly basis or at such frequency as determined by the General Partner (each a "Valuation Day").

13.2 The General Partner may temporarily suspend the determination of the net asset value per Share of the Company and if applicable, the issue and redemption of its shares:

(i) if a substantial proportion of the Company's assets are quoted on any stock exchange or similar market and such exchange or market is closed (other than for holidays) or dealings are restricted or suspended on such exchange or

(ii) market, provided that such closure, restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company;

(i) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company would be impracticable; or

(ii) any period when, as a result of the political, economic, military or monetary events or any circumstance outside the control, responsibility and power of the General Partner, or the existence of any state of affairs in the real estate market, disposal of the assets of the Company is not reasonably practicable without materially and adversely affecting and prejudicing the interests of shareholders or if, in the opinion of the General Partner, a fair price cannot be determined for the assets of the Company;

(iii) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining (i) the price or value of any of the real estate investments of the Company or (ii) the current price or value of the assets of the Company on any stock exchange or other market; or

(iv) when for any other reason the prices of any real estate investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained; or

(v) during any period when the Company is unable to repatriate fund for the purpose of making payments on the redemption of the shares of the Company or during which any transfer of fund involved in the realisation or acquisition of real estate investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange;

(vi) during any period when the value of the net assets of any subsidiary of the Company may not be determined accurately, at the sole discretion of the General Partner;

(vii) upon publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding up of the Company; or

(viii) any other reason under law.

13.3 Any such suspension shall be published, if appropriate, by the General Partner and may be notified to shareholders having made an application for subscription or redemption, if any, of shares for which the calculation of the net asset value per Share has been suspended.

C. Administration and Supervision

Art. 14. General partner and AIFM.

14.1 The Company shall be managed by CBRE ESCF II Management S.à r.l., a private limited liability company, organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

14.2 The General Partner is vested with the broadest powers to determine the corporate policy and the course and conduct of the management and business affairs of the Company.

14.3 All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders are within the powers of the General Partner.

14.4 Vis-a-vis third parties, the Company is validly bound by the signature of the General Partner represented by one or several duly appointed officers, or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

14.5 The General Partner shall ensure that all shareholders being in the same situation are treated fairly and equally.

14.6 The General Partner, acting on behalf of the Company, has appointed CBRE Global Investors Luxembourg AIFM S.à r.l. as the external alternative investment fund manager (the "AIFM") of the Company within the meaning of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers.

14.7 The AIFM shall be responsible, subject to the ultimate oversight of the General Partner, for the portfolio management, the risk management and the marketing of the Company in accordance with the Memorandum as well as the performance of other tasks specifically assigned to the AIFM in the Memorandum. The AIFM may be allowed to delegate portfolio management to one or more portfolio managers in accordance with the Memorandum. The AIFM is further responsible for performing the valuation function in the meaning of Article 17 of the AIFM Law and may assist and support the Company in relation to its administration.

14.8 The General Partner shall at all times discharge its obligations in good faith and solely in the best interests of the Company and the shareholders, with the care, skill, prudence and diligence under the circumstances then prevailing that a prudent person acting with like capacity and familiar with such matters would use in the conduct of an enterprise of a like character and with like aims. The General Partner shall not be liable for monetary damages to the Company or any shareholders for losses sustained or liabilities incurred as a result of errors in judgment or of any act or omission by the General Partner, except that the General Partner shall be liable to the Company and the shareholders for losses sustained or liabilities incurred in whole or in part as a result of the General Partner's gross negligence, wilful misconduct or fraud, in bad faith or was the result of a material break of any duty under the Memorandum, the relevant shareholders' agreement, if any, the relevant subscription agreement or these articles of incorporation.

14.9 The General Partner is under no obligation to consider the separate interests of individual shareholders (including, without limitation, the tax consequences to individual shareholders or assignees) in deciding whether to cause the Company to take (or decline to take) any actions which the General Partner has undertaken in good faith on behalf of the Company and the General Partner shall not be liable for monetary damages for losses sustained, liabilities incurred, or benefits not derived by shareholders of the Company in connection with such decisions, provided that the General Partner has acted in good faith.

14.10 In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as manager of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided the General Partner appoints an administrator, who need not be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of these Articles, a successor General Partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated. Notwithstanding article 20 below, any such appointment of a successor general partner shall not be subject to the approval of the General Partner.

Art. 15. Removal of the General Partner.

15.1 The shareholders shall have the right to remove the General Partner for Cause upon the written affirmative consent of shareholders representing not less than 75% of the total number of shares in the Company at that time (the "Special Resolution"). Any reason for a removal of the General Partner for Cause shall need to be confirmed by an Arbitrator (to be appointed in accordance with article 26 hereinafter). If such resolution is validly passed and the Arbitrator has confirmed that Cause exists, as applicable, the General Partner shall cease to be the general partner of the Company effective upon such date as a replacement general partner, approved by the shareholders according to the Law of 1915, executes (i) an agreement not to solicit or hire any employees of the General Partner or its affiliates in a form satisfactory to the General Partner and (ii) an agreement in a form satisfactory to the legal counsel of the Company where under the replacement general partner assumes the role of general partner to the Company with effect from its appointment.

15.2 The shareholders shall have the right to remove the General Partner for a reason other than a Cause upon a Special Resolution (the “No Fault Removal Vote”). Any interest owned by the General Partner or an Affiliate (as defined in the Memorandum) of the General Partner shall be excluded for the purposes of the No Fault Removal Vote. Any interests held by the General Partner or an Affiliate (as defined in the Memorandum) of the General Partner on behalf of a third-party investor will be voted by such third-party investor or the applicable advisory board (if the third-party investor is a fund) in relation to a No Fault Removal Vote. Upon a No Fault Removal Vote, the General Partner shall cease to be the general partner of the Company effective upon such date as a replacement general partner, approved by the shareholders according to the 1915 Law, executes (i) an agreement not to solicit or hire any employees of the General Partner or an Affiliate (as defined in the Memorandum) of the General Partner in a form satisfactory to the General Partner and (ii) an agreement in a form satisfactory to the legal counsel of the Company where under the replacement general partner assumes the role of general partner to the Company with effect from its appointment. The name of the Company and that of each of the Fund Entities (as defined in the Memorandum) shall be changed to a name which does not include the word "CBRE" or any marks or names owned or controlled by the General Partner or an Affiliate (as defined in the Memorandum) of the General Partner.

15.3 Upon the removal of the General Partner, the General Partner shall receive a payment in an amount equal to three times the amount of the Management Fee for the year immediately prior to the accounting period in which such termination occurs as compensation for both the work undertaken as part of the handover to a new general partner and for loss of office (or if no prior full year accounting period exists, three times the amount of the Management Fee for the deemed annualized accounting period derived from the partial accounting period prior to such removal of the General Partner), in addition to the amount of fees ordinarily accruing and payable to the General Partner in respect of that then current accounting period prior to the No Fault Removal Vote. For the avoidance of doubt, no additional management fees will be payable in respect of the Handover Period (defined below). Unless the General Partner and the shareholders agree that a shorter period should apply, the outgoing General Partner will be required to continue in its role for a period of 120 days from the date of the No Fault Removal Vote (“Handover Period”) and shall use its reasonable best endeavours to effect a full and complete transfer of its rights and obligations to the new General Partner. For the avoidance of doubt, the outgoing General Partner’s duty of care to the Company and its shareholders shall continue until the end of the Handover Period and the outgoing General Partner shall remain liable for any breach of its obligations under the Fund Documents (as defined in the Memorandum).

15.4 The shareholders may not appoint a replacement General Partner (an “RGP”) if within 6 months before the date of the No Fault Removal Vote, the potential RGP (or any of its Affiliates (as defined in the Memorandum)) has hired or otherwise engaged one or more members of the CBRE Global Investors European leadership team, Company’s key executives and transactional, financial and asset managers related to the Company. Notwithstanding the foregoing, the General Partner will permit a RGP to be appointed if the General Partner reasonably determines, acting in good faith, that the potential RGP satisfactorily demonstrated inadvertently running afoul of this paragraph when filling an existing advertised position in the normal course of business unrelated to the pursuit of the General Partner’s position.

15.5 Any entitlements of the General Partner in respect of fees. (including performance fees or incentive fees) accrued during the period that the General Partner was in office shall remain unaffected and shall at all times survive any termination or amendment of this Agreement. In particular, in respect of performance fees, incentive fees or carried interest, on the date of removal of the General Partner, an independent valuer will value the Company assets taking into account potential value enhancing opportunities reasonably expected to be realized on a probability weighted and discounted on a present-value basis (but without assuming that all permits and rights are in place), an independent accountant will determine the appropriate valuation basis (i.e. asset sale or SPV sale) and determine the Company’s NAV (including a 100% allowance for capital gains tax liabilities) and the Company will be put through a theoretical liquidation at that date to determine the amount of performance fees, incentive fees or carried interest (if any), due to the General Partner as well as the purchase price of the shares held by the General Partner which will be acquired by the RGP upon its appointment and at the end of the Handover Period. If any performance fees, incentive fees or carried interest are due to be paid, these will be treated like other Company liabilities except that the Company will not be required to force an asset sale in order to pay such fees or carried interest. The Company shall be entitled to receive back from the General Partner any such fees or carried interest paid to the General Partner but only to the extent of any liabilities that the General Partner is liable for under the then-existing relevant Fund Documents (as defined in the memorandum) and that are clearly determined to arise strictly related to the period when the General Partner was in office.

15.6 Upon any withdrawal or expulsion of the General Partner, General Partner and any Affiliate (as defined in the Memorandum) shall automatically be released from any obligation limiting its business (e.g., any exclusivity or non-compete type provisions) and any obligation to maintain a co-investment during the Company term.

15.7 In the event of a removal of the General Partner (for Cause or for a reason other than a Cause), the shareholders will remain obligated to fund Capital Calls (as defined in the Memorandum) of their Unfunded Capital Commitments (as defined in the Memorandum) in respect of investments in projects that have been approved by the AIFM prior to the removal of the General Partner. However, the shareholders will not be obligated to fund any Capital Calls (as defined in the Memorandum) in respect of investments in projects that have not been approved by the AIFM prior to the removal of the General Partner, and their Unfunded Capital Commitments (as defined in the Memorandum) shall be adjusted accordingly.

15.8 In case the General Partner is removed (for Cause or for a reason other than a Cause), the appointment of the AIFM will be automatically terminated.

15.9 For the avoidance of doubt, the removal of the General Partner (for Cause or for a reason other than a Cause) does not impact the rights from the Promote Entities (as defined in the Memorandum) to receive distributions in accordance with the Memorandum.

Art. 16. Delegation of power.

16.1 The General Partner may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to officers of the Company who shall have the powers determined by the General Partner.

16.2 The General Partner may also confer other special powers of attorney by notarial or private proxy.

16.3 The General Partner may appoint such officers of the Company, including a president, a vice-president or one or more other general managers, a secretary and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the General Partner. Officers need not to be shareholders or directors of the General Partner.

16.4 The officers appointed, unless otherwise stipulated in these articles of incorporation, shall have the powers and duties given them by the General Partner.

16.5 The Company may appoint one or several advisors (the “Advisor”), as further described in the Memorandum. The Advisor will (subject to the overall supervision, approval and direction of the General Partner) undertake certain asset management and advisory functions under the control and responsibility of the General Partner of the Company.

Art. 17. Investment policies.

17.1 The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied to the Company, (ii) the hedging strategy, if any, to be employed and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, in compliance with the Memorandum and with applicable laws and regulations.

17.2 The investment policy of the Company will be in conformity of the purpose of the Company described in Article 4.

17.3 The General Partner will be assisted by the AIFM and/or the Portfolio Advisor which has been appointed by it to provide advisory services as further described in the Memorandum.

17.4 The objective of the Company is to provide investors with an opportunity for investment in a professionally managed SICAV in order to achieve an optimum return from the capital invested.

17.5 The Company will invest in (a) real estate investments which comprise (i) investments in any direct or indirect interest (through Real Estate Companies) in any of the following: any real property, including buildings, structures or other improvements, equipment or fixtures located thereon or therein and any personal property used in connection therewith, or any long-term leasehold, freehold, licence, right, easement or any other estate or interest (including any development rights) or any pre-emption right with respect to real estate (ii) other types of real estate related investments or (b) any other investment as detailed in the Memorandum.

17.6 Investments of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, including local special purpose vehicles (SPVs) or ad hoc investment structures, as the General Partner may from time to time decide and as described in the Memorandum.

17.7 Reference in these Articles to “investments” shall mean, as appropriate, either investments made directly by the Company or indirectly through the aforesaid subsidiaries.

17.8 The Company is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

17.9 The Company intends to deploy a certain level of third party debt to finance part of the Company’s investments in its portfolio projects, to the extent that such financing is available and accretive to the Company’s returns. Such financing may include non-recourse project level debts secured by the mortgage of the project itself. In addition, a Company level subscription facility collateralised by Unfunded Capital Commitments may be secured by the Company to partially pay for investments in projects, VAT or expenses of the Company.

Art. 18. Conflict of interest.

18.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that anyone or more of the directors or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

18.2 In the event that in any transaction of the Company, any manager of the General Partner has an interest opposite to the interests of the Company, such conflict of interest will be solved in accordance with the rules set forth in the Memorandum.

Art. 19. Indemnification of the General Partner and the AIFM.

19.1 The Company shall indemnify the General Partner and the AIFM and any director, manager, officer or employee of the General Partner and of the AIFM and any director, manager, officer or employee of an affiliate of the General Partner and of the AIFM against any claims asserted in connection with the operations of the Company involving a person's status as a General Partner or an AIFM or as a director, manager, officer or employee of the General Partner or of the AIFM or an affiliate or as a director, manager, officer or employee of an affiliate of the General Partner or of the AIFM, unless it is determined that any such person's action was due to (i) an act or omission material to the matter giving rise to the proceeding that either was committed with gross negligence, in bad faith, wilful misconduct or fraud or was the result of a material breach of any duty under these Articles or any other document relevant to the organisation of the Company or; (ii) the actual receipt of an improper personal benefit in money, property or services; or (iii) in the case of any proceeding, a belief, based on reasonable cause, that the act or omission was unlawful.

19.2 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 20. Independent auditors.

20.1 The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

20.2 The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by Luxembourg laws.

D. General Meetings - Accounting year - Distributions

Art. 21. General meetings of shareholders of the company.

21.1 The general meeting of shareholders of the Company shall be held annually and shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the Series of shares held by them in relation to which they have been issued. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that no resolution shall be passed validly unless approved by the General Partner. It may also be called upon the request of shareholders representing at least one-tenth of the Share capital.

21.2 In the event, the General Partner is declared bankrupt or insolvent, a general meeting of shareholders shall be held within thirty (30) days of such declaration in order to appoint a new general partner of the Company.

21.3 The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company in Luxembourg, on the second Tuesday of June of each year at 11:00 a.m. Luxembourg time. TBC 21.4 If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

21.5 Shareholders shall meet upon call by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least ten (10) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the General Partner except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the General Partner may prepare a supplementary agenda.

21.6 If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

21.7 The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

21.8 The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

21.9 Each Share of whatever Series is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person. Such proxy holder does not need to be a shareholder and may be a manager of the General Partner or a representative thereof.

21.10 Unless otherwise provided by law and subject to the approval by the General Partner, resolutions of the meeting of shareholders duly convened are passed by a simple majority of the votes of the shareholders validly cast, as mentioned under paragraph 1 of this article 20.

Art. 22. Financial year.

22.1 The Company's financial year end of the Company will begin on 1st January and will end on 31 December of each year.

The first financial period of the Company will end on 31 December 2015.

Art. 23. Accounting standards.

23.1 The annual accounts of the Company are prepared in accordance with the International Financial Reporting Standards as adopted by the EU and applicable Luxembourg laws applying, as the case may be, the guidelines published by the European Association for shareholders in Non-Listed Real Estate Vehicles.

Art. 24. Distributions and Promote.

24.1 Distributions and Promote shall be made as set forth in the Memorandum.

24.2 The general meeting of shareholders shall, upon proposal from and at the discretion of the General Partner and within the limits provided by law, determine how the results of the Company shall be distributed.

24.3 For any Series of shares, entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by Luxembourg laws.

24.4 Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

24.5 Distributions shall be paid in the functional currency of the Company and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

24.6 Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Series of shares issued. No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the request of its beneficiary.

E. Final provisions**Art. 25. Depositary.**

25.1 To the extent required by law, the Company shall enter into a depositary agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the "Depositary").

25.2 The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2007 and the AIFM Law.

25.3 If the Depositary desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor depositary within sixty (60) days of the effectiveness of such retirement. The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary has been appointed to act in the place thereof.

Art. 26. Arbitrator.

26.1 Any reference to an Arbitrator shall be understood as an arbitration governed by this article and by the UNCITRAL Arbitration Rules at present in force.

26.2 The arbitral tribunal shall consist of three arbitrators. The seat and place of arbitration shall be [Amsterdam] and the English language shall be used throughout the arbitral proceedings. Where the UNCITRAL Arbitration Rules are silent, the laws of the Grand Duchy of Luxembourg shall govern the proceedings before the arbitral tribunal.

26.3 Each of the parties (a) waives any rights to seek interim and conservatory measures before the Luxembourg courts or any judicial authority, notwithstanding any provisions of the UNCITRAL Arbitration Rules, and (b) agrees that it shall not request, before or during arbitral proceedings, interim measures of protection or pre-award relief from any judicial authority. The arbitral tribunal shall not be authorised to grant any interim measures of protection or pre-award relief against any of the parties, any provisions of the UNCITRAL Arbitration Rules notwithstanding.

26.4 The parties waive any right to appeal to judicial authority or arbitral tribunal on the merits. The award shall be final and binding for all parties.

26.5 The arbitral tribunal shall have the power to rule on objections that the arbitral tribunal has no jurisdiction. The parties waive their right to apply to any court having jurisdiction to determine whether there exists a binding arbitration agreement.

26.6 No information relating to an arbitration arising out of or relating to the Fund Documents beyond the names of the parties and the relief requested, may be disclosed to a third party by any party to the arbitration without the consent of the arbitral tribunal.

Art. 27. Dissolution of the company.

27.1 In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by the General Partner, unless the general meeting of shareholders appoints one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) and determine their powers and their compensation, subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

27.2 In accordance with article 30 of the Law of 2007, if the share capital of the Company falls below two-thirds of the minimum share capital indicated in Article 6 hereof, the General Partner must submit the question of the dissolution of the Company to a general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required and such dissolution shall be decided by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

27.3 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one fourth of the minimum capital set by Article 6 hereof; in such an event, the general meeting of shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting, in accordance with article 30 of the Law of 2007. The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 28. Amendments to the articles of incorporation.

28.1 These articles of incorporation may be amended from time to time, subject to the approval of the General Partner, by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 29. Statement.

29.1 Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 30. Applicable law.

30.1 All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 1915, the Law of 2007 and the AIFM Law, as such laws have been or may be amended from time to time.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Signé: A. Godfroid, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 8 décembre 2014. REM/2014/2659. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2015001401/771.

(150000337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

VDT Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 11, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 141.227.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014208687/10.

(140233054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Vodafone Roaming Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.000.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 125.883.

En date du 4 décembre 2014, l'associé unique de Vodafone Roaming Services S.à r.l. a décidé:

- De terminer le mandat de M. Olivier Hamou, avec adresse au 23, rue Jean Antoine Zinnen, L-3286 Bettembourg, en tant que gérant de la société avec effet au 5 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208685/13.

(140232855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.
